

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 64 (1946)
Heft: 269

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 04.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Feuille officielle suisse du commerce • Foglio ufficiale svizzero di commercio

3349

Nr. 269

Bern, Samstag 16. November 1946

64. Jahrgang — 64^{te} année

Bern, samedi 16 novembre 1946

N° 269

Redaktion und Administration: Effingerstrasse 3 in Bern. — Telefon Nr. (081) 216 60
Im Inland kann nur durch die Post abonniert werden. Gef. Abonnementsbeträge nicht an obige Adresse, sondern am Postschalter einzahlen. — Abonnementspreise: Schweiz: jährlich Fr. 22.30, halbjährlich Fr. 12.30, vierteljährlich Fr. 6.30, zwei Monate Fr. 4.50, ein Monat Fr. 2.50; Ausland: Zuschlag des Portos. — Preis der Einzelnummer 25 Rp. (plus Porto). — Annoncen-Regie: Publicités AG. — Inserionsart: 20 Rp. die einseitige Millimeterzeile oder deren Raum; Ausland 25 Rp. — Jahresabonnementspreis für die Monatschrift „Die Volkswirtschaft“: Fr. 8.30.

Rédaction et administration: Effingerstrasse 3 à Berne. — Téléphone n° (081) 216 60
En Suisse, les abonnements ne peuvent être pris qu'à la poste. On est donc prié de ne pas verser le montant des abonnements à l'adresse ci-dessus. — Prix d'abonnement: Suisse: un an 22 fr. 30; un semestre 12 fr. 30; un trimestre 6 fr. 30; deux mois 4 fr. 50; un mois 2 fr. 50; étranger: frais de port en plus. — Prix du numéro 25 ct. (port en sus). — Régie des annonces: Publicités S.A. — Tarif d'insertion: 20 ct. la ligne de colonnes d'un mm ou son espace étranger: 25 ct. — Prix d'abonnement annuel à „Le Vie économique“ ou à „Le Vie economica“: 8 fr. 30.

Inhalt — Sommaire — Sommario

Amtlicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale

Konkurse und Nachlassverträge. Faillites et concordats. Fallimenti e concordati. Handelsregister. Registre du commerce. Registro di commercio. Fabrik- und Handelsmarken. Marques de fabrique et de commerce. Marche di fabbrica e di commercio 117836—117864.
Arrêté du Conseil d'Etat du canton de Genève donnant force obligatoire générale à un contrat collectif de travail applicable dans le canton de Genève au personnel d'atelier et de livraison de la branche de la teinturerie, nettoyage, lavage chimique et pressing.

Mitteilungen — Communications — Comunicazioni

Verfügung der Eidgenössischen Preiskontrollstelle — Prescrizione dell'Ufficio federale di controllo dei prezzi: N° 660 A/46: Höchstpreisbestimmungen, Mengen- und Ablieferungs Vorschriften betreffend Schafwolle ausländischen Ursprungs — Prix maximums, marges et livraisons de laine de mouton d'origine étrangère — Prezzi massimi, margini e forniture di lana di montone d'origine estera.

Separatabzüge aus dem SHAB.

Amtlicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale

Konkurse — Faillites — Fallimenti

Konkurrenzeröffnungen — Ouvertures de faillites

(SchKG 231, 232)

(L. P. 281, 232)

(VZG vom 23. April 1920, Art. 29, 123) (O. T. féd. du 23 avril 1920, art. 29, 123)

Les créanciers du failli et tous ceux qui ont des revendications à exercer sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique. L'ouverture de la faillite arrête, à l'égard du failli, le cours des intérêts de toute créance non garantie par gage (L.P. 209).

Les titulaires de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour quelle date.

Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans inscription aux registres publics et non encore inscrites, sont invités à produire leurs droits à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de preuve qu'ils possèdent, en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui n'auront pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le Code civil également, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.

Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai fixé pour les productions.

Ceux qui détiennent des biens du failli, en qualité de créanciers gagistes ou à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office dans le délai fixé pour les productions, tous droits réservés, faute de quoi ils encourront les peines prévues par la loi et seront déchus de leur droit de préférence, en cas d'omission inexcusable.

Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai. Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

Kt. Solothurn Konkursamt Olten-Gösgen, Olten (1208)
Gemeinschuldner: Bürgi-Heutschi Walter, Merceriewaren, Baslerstrasse 80, Olten.

Datum der Konkurseröffnung: 6. September 1946.

Summarisches Verfahren, Artikel 231 SchKG.

Eingabefrist: bis und mit 6. Dezember 1946. (Die Forderungen sind Wert 6. September 1946 zu berechnen.)

Kt. St. Gallen Konkursamt Seebezirk, Rapperswil (1173)
(Art. 281 SchKG., Art. 123 I. V. mit Art. 29, Abs. 3, VZG.)

Zweite Auskündigung

Gemeinschuldner: Gujer Edwin, von Zürich, Kaufmann, Linthof Uznach.

Konkurseröffnung: 27. September 1946.

Summarisches Verfahren.

Eingabefrist für Forderungen: bis 29. November 1946.

Eingabefrist für Dienstbarkeiten: bis 29. November 1946, betreffend nachbezeichnete Liegenschaft: Kat.-Nr. 157 I an der Bahnhofstrasse in Uznach, bestehend aus:

Wohnhaus Nr. 261, brandversichert für	Fr. 23 800.—
mechanische Schreinerei Nr. 262, brandversichert für	> 74 000.—
Brettermagazin mit Trockenanlage Nr. 675, brandvers. für	> 12 000.—
Furniererei Nr. 678, brandversichert für	> 4 000.—
offenes Brettermagazin Nr. 675, brandversichert für	> 1 400.—

Total des ordentlichen Assekuranzwertes Fr. 115 000.—

nebst 2015 m² Gebäudegrundfläche, Lagerplatz, Hofraum und Garten.

Grenzen laut Grundbuchplan Nr. 4.

Der Liegenschaftsbescrib liegt beim Konkursamt zur Einsichtnahme auf.

Ct. de Vaud Office des faillites, Moudon (1203)

Failli: Sprecher-Richard Ulrich, fils d'Henri, ancien négociant, à Moudon.

Date de l'ouverture de la faillite: 8 novembre 1946.

Première assemblée des créanciers: 25 novembre 1946, à 14 heures, en salle du tribunal, à Moudon.

Liquidation sommaire, article 231 L.P.

Délai pour les productions: 15 décembre 1946.

Ct. de Genève Office des faillites, Genève (1213)

Failli: F. A. S. A. Ferme avicole S. A., à Anières/Genève.

Date de l'ouverture de la faillite: 28 octobre 1946.

Liquidation sommaire, article 231 L.P.: 9 novembre 1946.

Délai pour les productions: 6 décembre 1946.

Ct. de Genève Office des faillites, Genève (1214)

Failli: Mirault Jean, associé indéfiniment responsable de la société en nom collectif Mirault & Co., domicilié rue de la Boulangerie 6, à Genève. Propriétaire des immeubles suivants situés dans la commune de Thônex, parcelles N° 1014, feuille 16, avec les bâtiments N°s 233 bis et 233 ter, N° 3406, feuille 14, avec les bâtiments N°s 235, 235 bis, 235 ter et 426.

Date de l'ouverture de la faillite: 4 novembre 1946.

Première assemblée des créanciers: lundi 25 novembre 1946, à 10 heures, salle des assemblées de faillites, Taconnerie 7, Genève.

Délai pour les productions: 16 décembre 1946; pour l'indication des servitudes: 6 décembre 1946.

Ct. de Genève Office des faillites, Genève (1215)

Failli: Société immobilière Violette-Acacias, ayant son siège à Genève.

Propriétaire des immeubles suivant situés dans la commune de Troinex: parcelle N° 1693, feuille 2, N° 1937, feuille 2, avec les bâtiments N°s 344 et 345.

Date de l'ouverture de la faillite: 7 octobre 1946.

Liquidation sommaire, article 231 L.P.: 14 novembre 1946.

Délai pour les productions: 6 décembre 1946; pour l'indication des servitudes: 6 décembre 1946.

Einstellung des Konkursverfahrens — Suspension de la liquidation

(SchKG 230.)

(L. P. 230.)

Falls nicht binnen zehn Tagen ein Gläubiger die Durchführung des Konkursverfahrens begehrt und für die Kosten hinreichende Sicherheit leistet, wird das Verfahren geschlossen.

La faillite sera clôturée faute par les créanciers de réclamer dans les dix jours l'application de la procédure en matière de faillite et d'en avancer les frais.

Kt. St. Gallen Konkursamt Unterrheintal, St. Margrethen (1209)

Gemeinschuldner: Scherrer-Frei Jak., landwirtschaftliche Produkte, bürgerlich von Kirchberg (St. Gallen), wohnhaft in Staad.

Konkurseröffnung: 5/12. November 1946.

Datum der Einstellung mangels Aktiven: 12. November 1946.

Einsprachefrist: bis 26. November 1946.

Falls nicht innert 10 Tagen ein Gläubiger die Durchführung des Konkurses verlangt und für die Kosten eine Sicherheit von Fr. 300 leistet, wird das Verfahren geschlossen.

Kollokationsplan — Etat de collocation

(SchKG. 249—251)

(L.P. 249—251)

Der ursprüngliche oder abgeänderte Kollokationsplan erwacht in Rechtskraft, falls er nicht binnen zehn Tagen vor dem Konkursgerichte angefochten wird.

L'état de collocation, original ou rectifié passe en force, s'il n'est attaqué dans les dix jours par une action intentée devant le juge qui a prononcé la faillite.

Kt. Bern Konkursamt Biel (1210)

Auflage des Kollokationsplanes und des Inventars

Gemeinschuldnerin: Ausgeschlagene Verlassenschaft von

Eberenz Eduard August,

Import von Rohmaterial zu Industriezwecken und von Trockenfrüchten, Export und Vertretungen in Uhren, Maschinen und andern industriellen Produkten, Kanalasse 14, Biel.

Anfechtungsfrist: 26. November 1946.

Kt. Luzern Konkursamt Luzern (1207)

Abänderung des Kollokationsplanes

Im Konkurs über Langjahr Hermann, Handelsmann, Kaufmannweg 30, Luzern, liegt der infolge nachträglicher Forderungseingabe und infolge nachträglicher Anerkennung einer Forderung durch die Konkursverwaltung abgeänderte Kollokationsplan den beteiligten Gläubigern beim Konkursamt Luzern zur Einsicht auf. Klagen auf Anfechtung des Planes sind innert 10 Tagen, von der Bekanntmachung an, gerichtlich anhängig zu machen, widrigenfalls er als anerkannt betrachtet würde.

Ct. de Genève Office des faillites, Genève (1216)

Failli: Meury Werner, importations, rue du Mont-Blanc 21, à Genève.

L'état de collocation des créanciers de la faillite susindiquée peut être consulté à l'office précité. Les actions en contestation de l'état de collocation doivent être introduites dans les dix jours à dater de cette publication; sinon, l'état de collocation sera considéré comme accepté. Sont également déposés dans cette faillite, l'inventaire contenant les objets de stricte nécessité et la liste des revendications. Les recours et demandes de cession doivent être déposés dans le même délai de 10 jours.

Ct. de Genève Office des faillites, Genève (1217/19)

Rectifications d'états de collocation

Faillies:

- 1° la société en nom collectif Mirault & Co., fabrique de vermouths, route de Genève 152, Moillesullaz/Genève;
- 2° Sieur Péray Robert, exploitant précédemment la Brasserie valaisanne, rue du Stand 48, Genève, actuellement domicilié rue Jacques-Dalphin 13, à Carouge-Genève;
- 3° la succession répudiée de sieur Roguet Paul-Marc-Alexis, q. v. électricien, rue Céard 14, à Genève.

L'état de collocation des créanciers des faillites susindiquées, rectifié ensuite d'admissions ultérieures, peut être consulté à l'office précité. Les actions en contestation de l'état de collocation doivent être introduites dans les dix jours à dater de cette publication; sinon, les états de collocation seront considérés comme acceptés.

Schluss des Konkursverfahrens — Clôture de la faillite

(SchKG. 268) (LP. 268)

Kt. Bern Konkursamt Bern (1204)
Gemeinschuldner: Kaller Robert, Vertrieb von Inlandkohlen, Moserstrasse 4, Bern.
Datum des Schlusses des ordentlichen Verfahrens: 12. November 1946.

Ct. de Genève Office des faillites, Genève (1220)

Failli: Ritter Charles, ex-cafetier, domicilié rue de la Terrassière 47, c/o Courrent, à Genève.
Date de la clôture: 8 novembre 1946.

Widerruf des Konkurses — Révocation de la faillite

(SchKG 195, 196, 317.) (L. P. 195, 196, 317.)

Ct. de Neuchâtel Office des faillites, La Chaux-de-Fonds (1221)

Failli: Robert Louis-Maurice, magasin d'électricité et de radio, atelier de réparation de tous appareils électriques, articles de fumeurs, à La Chaux-de-Fonds, rue du Parc 52.
Date du jugement prononçant la révocation de la faillite: 14 novembre 1946.
En conséquence, le débiteur est réintégré dans la libre disposition de ses biens.

Nachlassverträge — Concordats — Concordati

Verhandlung über die Bestätigung des Nachlassvertrages

(SchKG 304, 317.)

Délibération sur l'homologation de concordat

(L. P. 304, 317.)

Die Gläubiger können ihre Einwendungen gegen den Nachlassvertrag in der Verhandlung anbringen. Les opposants au concordat peuvent se présenter à l'audience pour faire valoir leurs moyens d'opposition.

Kt. Aargau Bezirksgericht Zurzach (1211)

Die Verhandlung zur Bestätigung des von Knecht Josef, 1899, mechanische Werkstätte, von und in Döttingen, und Schild Bruno, 1917, Maschinist, von Hasleberg, in Koblenz, abgeschlossenen Nachlassvertrages auf der Basis von 15%, zahlbar: 10% innerhalb eines Monats nach Bestätigung und 5% innerhalb 3 Monaten nach Bestätigung, ist angesetzt auf Mittwoch, den 27. November 1946, um 14 Uhr, im Gerichtssaal in Zurzach.

Die Akten liegen vom 17. bis 27. November 1946 auf der Gerichtskanzlei Zurzach zur Einsichtnahme auf.

Zurzach, den 13. November 1946.

Bezirksgericht.

Bestätigung des Nachlassvertrages — Homologation du concordat

(SchKG. 306, 308, 317) (LP. 306, 308, 317)

Kt. Aargau Bezirksgericht Muri (1212)

Der von Bättig Johann, 1903, Landwirt, von Zell, in Ferkrieden/Sins, mit seinen Gläubigern auf der Basis von 10% abgeschlossene Nachlassvertrag ist durch Beschluss des Bezirksgerichtes Muri vom 11. November 1946 bestätigt worden. Der Nachlassvertrag ist innert Monatsfrist seit Rechtskraft zu vollziehen.

Der Entscheid ist rechtskräftig.

Bezirksgericht Muri.

Kollokationsplan im Nachlassverfahren

(SchKG 249, 250, 293 ff.)

Kt. Zürich Konkurskreis Zürich-Altstadt (1205)

Im Nachlassverfahren der

AGT. Maschinenbau-Aktiengesellschaft
in Nachlassliquidation,

domiziliert Bahnhofstrasse 35, Zürich 1 (früher AGT. Maschinenbau-Aktiengesellschaft, Uetlibergstrasse 113, Zürich 3), liegt der Kollokationsplan den beteiligten Gläubigern beim unterzeichneten Vorsitzenden der Liquidationskommission zur Einsicht auf.

Klagen auf Anfechtung des Kollokationsplanes sind innert 10 Tagen, von der Bekanntmachung im Schweizerischen Handelsamtsblatt vom 16. November 1946 an, beim Einzelrichter im beschleunigten Verfahren des Bezirksgerichtes Zürich durch Einreichung einer Klageschrift im Doppel anhängig zu machen, widrigenfalls der Plan als anerkannt betrachtet würde.

Überdies wird auf das Beschwerderecht gemäss Artikel 28, Absatz 3, der Verordnung des Bundesgerichtes betreffend das Nachlassverfahren von Banken und Sparkassen vom 11. April 1935, ergänzt durch Verordnung vom 21. Februar 1946, aufmerksam gemacht.

Namens der Liquidationskommission im Nachlassverfahren der AGT. Maschinenbau-Aktiengesellschaft in Nachlassliquidation,

der Vorsitzende:

Dr. Hans Glarner, Rechtsanwalt,
Bahnhofstrasse 35, Zürich 1.

Verschiedenes — Divers — Varia

Kt. Graubünden Konkursamt Thusis (1206)

Auflegung der Verteilungsliste im Nachlassverfahren

Im Nachlassverfahren des Böhlen-Held Hans, früher wohnhaft gewesen in Fürstenaubruck, liegt die Verteilungsliste vom 15. bis 23. November 1946 im Bureau des Konkursamtes Thusis den beteiligten Gläubigern zur Einsicht auf.

Erfolgen innert der Auflagefrist keine Einwendungen oder Klagen, so werden die Treffnisse am 26. November 1946 ausbezahlt.

Thusis, den 12. November 1946.

Konkursamt Thusis.

Handelsregister - Registre du commerce - Registro di commercio

Stiftungen - Fondations - Fondazioni

Publikationen betreffend Stiftungen erscheinen nur in der Samstagsausgabe
Les publications concernant les fondations paraissent seulement le samedi

Zürich — Zurich — Zurigo

8. November 1946.

Hilfsfonds der Firma Neue Amag Automobil- & Motoren A.G. Zürich, in Zürich. Unter diesem Namen besteht auf Grund der öffentlichen Urkunde vom 17. Oktober 1946 eine Stiftung. Die Stiftung hat den Zweck: a) den Arbeitnehmern der Firma «Neue Amag Automobil- & Motoren A.G.», in Zürich, bei besonderen familiären Lasten, wie Geburten, Todesfällen, Krankheiten oder in unverschuldeter Notlage beizustehen; b) die Kosten sozialer Einrichtungen zugunsten der Arbeitnehmer der Stifterfirma ganz oder teilweise zu übernehmen; c) gewisse Beträge zugunsten der Arbeitnehmer der Stifterfirma zu sammeln. Die Organe der Stiftung sind der Stiftungsrat, bestehend aus dem jeweiligen Direktor der Stifterfirma als Präsidenten, aus 1 bis 2 Vertretern der Angestellten und aus 1 bis 2 Vertretern der Arbeiter der Stifterfirma, sowie die Kontrollstelle. Die Stiftung wird durch Kollektivunterschrift des Präsidenten des Stiftungsrates mit je einem Arbeitnehmer-Stiftungsratsmitglied verpflichtet. Walter Hafner, von und in Zürich, Präsident, führt Kollektivunterschrift je mit Jean Wyss, von Härkingen (Solothurn), in Zürich, Vizepräsident, oder Theophil Tanner, von Bärigen (Schaffhausen), in Rümlang, oder Hans Frei, von Unterstammheim, in Zürich, oder Franz Brustio, von und in Zürich, weitere Mitglieder des Stiftungsrates. Geschäftslokal: Utoquai 47, in Zürich 8 (bei der Firma «Neue Amag Automobil- & Motoren A.G.»).

8. November 1946.

Wohlfahrtsstiftung der Reisebureau A. Kuoni Aktiengesellschaft, in Zürich. Unter diesem Namen besteht auf Grund der öffentlichen Urkunde vom 29. Oktober 1946 eine Stiftung. Sie bezweckt die weitere Förderung des Fürsorgewesens für das gesamte Personal der «Reisebureau A. Kuoni Aktiengesellschaft», in Zürich (Angestellte aller Kategorien), und dessen Angehörige, um diese nach Ermessen des Stiftungsrates in Ergänzung und Erweiterung der Leistungen des «Personalfürsorgefonds der Reisebureau A. Kuoni Aktiengesellschaft, in Zürich» in vermehrtem Masse zu sichern. Die Organe der Stiftung sind der Stiftungsrat von mindestens 3 Mitgliedern und die Kontrollstelle. Heinrich Hugentobler, von und in Zürich, Präsident; Albert Huber, von und in Zürich, Sekretär, und Paulina Kuoni, geborene Hildesheim, von Chur, in Zürich, weiteres Mitglied des Stiftungsrates, zeichnen kollektiv zu zweien. Domizil: Bahnhofplatz 7, in Zürich 1 (bei der «Reisebureau A. Kuoni Aktiengesellschaft»).

8. November 1946.

Reishauerstiftung, in Zürich 5 (SHAB. Nr. 195 vom 23. August 1943, Seite 1893). Durch Beschluss des Stiftungsrates vom 27. Dezember 1943 und 24. September 1946 ist die Stiftungsurkunde abgeändert worden. Es haben der Verwaltungsrat der «Reishauer Werkzeuge Aktiengesellschaft» am 27. Dezember 1943 und 24. September 1946 und der Bezirksrat Zürich, als Aufsichtsbehörde, am 7. Januar 1944 und 18. Oktober 1946 der Abänderung die Genehmigung erteilt. Der Zweck der Stiftung besteht nun in der Fürsorge für die Angestellten und Arbeiter der «Reishauer Werkzeuge Aktiengesellschaft», in Zürich, bzw. deren Hinterbliebenen gegen die wirtschaftlichen Folgen von Alter, Krankheit, Invalidität, Tod und unverschuldeter Notlage. Die weiteren Änderungen berühren die früher publizierten Tatsachen nicht.

8. November 1946.

Arbeiter-Fürsorge-Stiftung der Firma Ed. Zühlín & Cie. A.-G. Zürich, in Zürich 10 (SHAB. Nr. 22 vom 27. Januar 1945, Seite 230). Als Stiftungsratsmitglied mit Kollektivunterschrift wurde gewählt Alfred Waechter, von Zürich, in Paris. Er zeichnet mit je einem der übrigen Mitglieder des Stiftungsrates.

8. November 1946.

Fürsorge-Fonds der Angestellten der Firma Emil Blumer, Zürich, in Zürich 1 (SHAB. Nr. 269 vom 15. November 1944, Seite 2530). Durch Beschluss des Stiftungsrates vom 27. August 1946 ist die Stiftungsurkunde abgeändert worden. Der Bezirksrat Zürich hat als Aufsichtsbehörde am 11. Oktober 1946 der Abänderung die Zustimmung erteilt. Die Stiftung bezweckt nunmehr die Fürsorge für die Angestellten der Firma «Emil Blumer», in Zürich, bzw. deren Hinterbliebenen gegen die wirtschaftlichen Folgen von Alter, Krankheit, Tod und unverschuldeter Notlage; ausgeschlossen sind jedoch Leistungen, zu denen die Stifterfirma rechtlich verpflichtet ist.

12. November 1946.

Fürsorgestiftung der Buchdruckerei a. d. Sihl A.G., Zürich, in Zürich 4 (SHAB. Nr. 82 vom 8. April 1943, Seite 802). Durch Beschluss des Stiftungsrates vom 27. August 1946 sind die Stiftungsurkunde und das Reglement abgeändert worden. Es haben der Verwaltungsrat der «Buchdruckerei a. d. Sihl A.G.» am 6. September 1946 und der Bezirksrat Zürich als Aufsichtsbehörde am 11. Oktober 1946 der Abänderung die Zustimmung erteilt. Die Stiftung bezweckt nun die Fürsorge für die Angestellten und Arbeiter der Firma «Buchdruckerei a. d. Sihl A.G.», in Zürich, bzw. deren Hinterbliebenen gegen die wirtschaftlichen Folgen von Alter, Krankheit, Tod und unverschuldeter Notlage; ausgeschlossen sind jedoch Leistungen, zu denen die Stifterfirma rechtlich verpflichtet ist. Die weiteren Änderungen berühren die früher veröffentlichten Tatsachen nicht.

12. November 1946.

Wohlfahrtsfonds der Firma Bietenholz & Co. in Pfäffikon-Zh. zu Gunsten der Arbeiter und Angestellten und deren Witwen und Waisen. In Pfäffikon, Stiftung (SHAB. Nr. 10 vom 14. Januar 1946, Seite 133). Mit Beschluss des Stiftungsrates vom 2. August 1946 ist die Stiftungsurkunde abgeändert worden. Der Bezirksrat Pfäffikon hat als Aufsichtsbehörde der Abänderung am 25. Oktober 1946 die Zustimmung erteilt. Zweck der Stiftung ist nun die Ausrichtung einmaliger oder wiederkehrender Fürsorgeleistungen an die Arbeiter und Angestellten der Firma «Bietenholz & Co.», in Pfäffikon, und im Todesfälle auch an ihre Witwen und Waisen, sofern jene, deren Gatten oder Väter, mindestens ein Jahr lang ohne Unterbrechung im Dienst der Stifterfirma oder deren Rechtsnachfolgerin gestanden haben: a) bei längerer Krankheit; b) bei Arbeitsunfähigkeit infolge Alters; c) bei Invalidität; d) bei unverschuldeter Arbeitslosigkeit; e) bei unverschuldeter Notlage.

12. November 1946.

Personalfürsorgefonds der Carl Müller A.-G. Zürich, in Zürich 1, Stiftung (SHAB. Nr. 116 vom 19. Mai 1944, Seite 1130). Robert Meyer ist aus dem Stiftungsrat ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen.

13. November 1946.

Wohlfahrtsfonds der Firma Gebr. Dübendorfer, in Bassersdorf. Unter diesem Namen besteht auf Grund der öffentlichen Urkunde vom 5. November 1946 eine Stiftung. Sie bezweckt die Fürsorge für die gegenwärtigen und künftigen Angestellten und Arbeiter der Firma «Gebr. Dübendorfer», in Bassersdorf. Die Organe der Stiftung sind der Stiftungsrat von 2 bis 3 Mitgliedern und die Kontrollstelle. Die Mitglieder des Stiftungsrates führen Kollektivunterschrift zu zweien. Diese sind Heinrich Dübendorfer-Geering, Präsident, und Albert Dübendorfer-Egli, Mitglied des Stiftungsrates, beide von und in Bassersdorf. Domizil: Oberdorf (bei der Firma Gebr. Dübendorfer).

13. November 1946.

Fürsorgefonds der Firma Hermann Maeder, Pneureparaturen und Autoreifen, in Zürich 2, Stiftung (SHAB. Nr. 242 vom 16. Oktober 1946, Seite 2514). Durch Beschluss des Stiftungsrates vom 29. August 1946 ist die Stiftungsurkunde abgeändert worden. Der Bezirksrat Zürich hat als Aufsichtsbehörde am 18. Oktober 1946 der Abänderung die Genehmigung erteilt. Zweck der Stiftung ist nun die Fürsorge für die Angestellten und Arbeiter der Firma «Hermann Maeder», in Zürich sowie deren Angehörigen bzw. Hinterbliebenen gegen die wirtschaftlichen Folgen von Alter, Krankheit, Invalidität, Tod, Arbeitslosigkeit und unverschuldeter Notlage.

13. November 1946.

Wohlfahrtsstiftung der Ruf-Buchhaltung Aktiengesellschaft, in Zürich (SHAB. Nr. 119 vom 23. Mai 1946, Seite 1566). Otto Riederer ist aus dem Stiftungsrat ausgetreten; seine Unterschrift ist erloschen. Neu wurde in den Stiftungsrat als Quästor gewählt Heinrich Weilenmann, von Wetzikon, in Zürich. Er führt Kollektivunterschrift mit je einem der übrigen Unterschriftsberechtigten.

Bern — Berne — Berna

Bureau Bern

11. November 1946.

Personalfürsorgestiftung der Firma A. & R. Wiedemar, Kassenfabrik & Tresorbau, Bern, in Bern, Stiftung (SHAB. Nr. 136 vom 14. Juni 1938, Seite 1314). Durch öffentliche Urkunde vom 12. September 1946 wurde, mit Zustimmung des Gemeinderates der Stadt Bern vom 9. Oktober 1946 als Aufsichtsbehörde und Genehmigung des Regierungsrates des Kantons Bern vom 25. Oktober 1946, die Stiftungsurkunde abgeändert. Der Zweck der Stiftung besteht nunmehr in der Fürsorge für die Arbeiter und Angestellten der Firma «A. & R. Wiedemar», in Bern, und ihrer Hinterbliebenen, gegen die wirtschaftlichen Folgen von Alter, Krankheit, Invalidität, Tod, Militärdienst und unverschuldeter, besonderer Notlage. Aus dem Stiftungsvermögen dürfen keine Leistungen erbracht werden, zu denen die Stifterfirma rechtlich verpflichtet ist. Zur Erreichung des Fürsorgezweckes kann die Stiftung insbesondere auch mit einer Versicherungsgesellschaft einen Gruppenversicherungsvertrag zugunsten des Personals der Firma abschliessen. Die übrigen publizierten Tatsachen bleiben unverändert.

11. November 1946.

Vereinigte Unterstützungskassen des Schweizerischen Buchhandlungs-Gehilfen- und Angestellten-Vereins, in Bern, Stiftung (SHAB. Nr. 291 vom 11. Dezember 1944, Seite 2714). Durch öffentliche Urkunde vom 17. Oktober 1946, mit Zustimmung des Eidgenössischen Departementes des Innern als Aufsichtsbehörde vom 4. November 1946 wurde die Stiftungsurkunde geändert. Die bisher veröffentlichten Tatsachen werden dadurch wie folgt betroffen: Aus der Unterstützungskasse unterstützt die Stiftung Mitglieder des «Schweizerischen Buchhandlungs-Gehilfen- und Angestellten-Vereins», welche ohne eigenes Verschulden in Not geraten sind infolge von Alter, Krankheit, Unfall, Invalidität, Militärdienst oder Arbeitslosigkeit sowie infolge Krankheit, Unfalls oder Invalidität des Ehegatten, der Eltern oder der minderjährigen oder erwerbsunfähigen Kinder. Unter den gleichen Voraussetzungen können auch bedürftige, in der Schweiz lebende oder durchreisende, würdige Berufsgenossen unterstützt werden. Im Falle unverschuldeter Not unterstützt die Stiftung ferner die Witwen verstorbener Vereinsmitglieder. Die Unterstützung kann auch in Form von Darlehen gewährt werden. Aus der Sterbekasse gewährt die Stiftung den Angehörigen (Eltern, Ehegatten und Kindern) verstorbener Mitglieder des «Schweizerischen Buchhandlungs-Gehilfen- und Angestellten-Vereins» ein Sterbegeld. Hans Beutler ist infolge Demission als Präsident aus dem Stiftungsrat ausgeschieden; Hanns Stauffacher ist vom Amte eines Sekretärs zurückgetreten; ihre Unterschriften sind erloschen. Das bisherige Stiftungsratsmitglied Paul Ries, von Schlossrued, in Olten, ist nun Präsident; das bisherige Stiftungsratsmitglied Heinz de Roche, von Roches (Bern), in Bern, ist Sekretär; sie zeichnen kollektiv zu zweien. Das Domizil der Stiftung befindet sich nun beim Sekretär Heinz de Roche, Klaraweg 6. Die übrigen publizierten Tatsachen bleiben unverändert.

12. November 1946.

Tiilerstipendienstiftung, in Bern (SHAB. Nr. 25 vom 2. Februar 1942, Seite 245). Der Sekretär, Pfarrer Emil Blum, hat demissioniert; seine Unterschrift ist erloschen. Als Sekretär wurde neu gewählt Pfarrer Oskar Römer, von und in Bern. Der Sekretär zeichnet kollektiv mit dem Präsidenten.

Bureau Biel

13. November 1946.

Stiftung der Schreibbücherfabrik A.G. Biel zugunsten der Beamten und Angestellten, in Biel (SHAB. Nr. 10 vom 14. Januar 1946, Seite 133). Entsprechend der von der Stifterfirma vorgenommenen Aenderung der Firma ist auch der Name der Stiftung laut öffentlicher Urkunde vom 14. Juni 1946 mit Genehmigung des Regierungsrates des Kantons Bern vom 30. Juli 1946 abgeändert worden in **Stiftung der Biella A.G. Biel zu Gunsten der Beamten und Angestellten**.

13. November 1946.

Stiftung der Schreibbücherfabrik A.G. Biel zugunsten der Arbeiterschaft, in Biel (SHAB. Nr. 133 vom 9. Juni 1944, Seite 1298). Entsprechend der von der Stifterfirma vorgenommenen Aenderung der Firma ist auch der Name der Stiftung laut öffentlicher Urkunde vom 14. Juni 1946 mit Genehmigung des Regierungsrates des Kantons Bern vom 30. Juli 1946 abgeändert worden in **Stiftung der Biella A.G. Biel zu Gunsten der Arbeiterschaft**.

13. November 1946.

Fürsorgefonds für das Personal der Alpina Union Horlogère A.G. in Biel, in Biel (SHAB. Nr. 110 vom 13. Mai 1946, Seite 1439). Walter Peter ist aus dem Stiftungsrat ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Neu ist in den Stiftungsrat gewählt worden: Auguste Hammel, von Kleinfützel, in Biel. Er zeichnet kollektiv mit dem Präsidenten des Stiftungsrates.

Bureau Langnau (Bezirk Signau)

13. November 1946.

Pensionsfonds der Spinnerei und Weberei Rüderswil A.G., in Rüderswil, Stiftung (SHAB. Nr. 305 vom 29. Dezember 1928, Seite 2463). Aus dem Stiftungsrat sind ausgeschieden der Präsident Ernst Reichen und die Beisitzerin Lina Leuenberger, deren Unterschriften erloschen sind. Als neuer Präsident wurde der bisherige Sekretär Ernst Lauterburg gewählt, der Kassier Ernst Hirsbrunner bekleidet nunmehr auch das Amt des Sekretärs. Neu in den Stiftungsrat als Beisitzerinnen wurden gewählt Rosa Hirsbrunner, geb. Rölthlisberger, Ehefrau des Ernst, von Sumiswald, in Rüderswil, und Lina Wiedmer, des Johann, von Rüegsau, im Rüderswilschachen, Gemeinde Rüderswil. Der Präsident zeichnet kollektiv zu zweien mit je einem weiteren Mitglied des Stiftungsrates.

Zug — Zoug — Zugo

13. November 1946.

Schweizerische Stiftung für ausseralpine Forschungen, in Zng (SHAB. Nr. 99 vom 1. Mai 1942, Seite 998). Gemäss öffentlicher Urkunde vom 22. Oktober 1946 hat die Stiftungsverwaltung den Namen der Stiftung abgeändert in **Schweizerische Stiftung für alpine Forschungen**. Das Eidgenössische Departement des Innern als Aufsichtsbehörde hat dieser Namensänderung unter dem 3. Januar 1946 zugestimmt. Zweck und Organisation der Stiftung bleiben unverändert.

Solothurn — Soleure — Soletta

Bureau Grenchen-Bettlach

13. November 1946.

Personalfürsorgefonds der Firma Amida S.A., in Grenchen. Unter diesem Namen besteht gemäss öffentlicher Urkunde vom 13. September 1946 eine Stiftung. Sie bezweckt, die in den Diensten der Firma «Amida S.A.», in Grenchen, stehenden Personen sowie deren Angehörige gegen die wirtschaftlichen Folgen von Alter, Unfall, Invalidität und Tod soweit möglich zu sichern, ferner durch eventuelle Erstellung und Betrieb von Wohlfahrtsheimen und ähnlichen Fürsorgeeinrichtungen das Wohlergehen der Angestellten und Arbeiter der Stifterfirma zu fördern. Die Verwaltung der Stiftung erfolgt durch einen Stiftungsrat von 3 bis 5 Mitgliedern, welcher von der Stifterfirma ernannt wird. Folgende Mitglieder des Stiftungsrates vertreten die Stiftung mit Kollektivunterschrift zu zweien: Ernst Triebold, von und in Grenchen, Präsident; Hans Stämpfli-Zwahlen, von Wohlen (Bern), in Grenchen, und Rudolf Gschwind, von und in Grenchen. Domizil der Stiftung: Kapellstrasse 50 (im Bureau der Firma «Amida S.A.»).

Bureau Olten-Gösigen

12. November 1946.

Stiftung für Wohlfahrtszwecke zu Gunsten der Angestellten der A.G. OLMA Landquart Maschinenfabrik, in Olten (SHAB. Nr. 15 vom 21. Januar 1942, Seite 151). Durch öffentliche Urkunde vom 30. September 1946 wurde die Stiftungsurkunde geändert. Die Aenderung betrifft keine publizierten Tatsachen. Der Regierungsrat des Kantons Solothurn hat durch Beschluss vom 22. Oktober 1946 die Aenderung genehmigt.

12. November 1946.

Stiftung für Wohlfahrtszwecke zu Gunsten der Arbeiter der A.G. OLMA Landquart Maschinenfabrik, in Olten (SHAB. Nr. 15 vom 21. Januar 1942, Seite 151). Durch öffentliche Urkunde vom 30. September 1946 wurde die Stiftungsurkunde geändert. Die Aenderung betrifft keine publizierten Tatsachen. Der Regierungsrat des Kantons Solothurn hat durch Beschluss vom 22. Oktober 1946 die Aenderung genehmigt.

Basel-Stadt — Bâle-Ville — Basilea-Città

11. November 1946.

Basler Heilstätte für Brustkranke in Davos-Dorf, in Basel, Stiftung (SHAB. Nr. 254 vom 30. Oktober 1935, Seite 2671). Aus der Verwaltungskommission ist Dr. Ernst Miescher infolge Todes ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Ebenso ist die Unterschrift des Dr. Carl F. Meyer erloschen. Neu in die Verwaltungskommission wurde gewählt Prof. Dr. Frédéric Roulet-Zellweger, von Neuenburg, in Basel, als Präsident. Dieser sowie das Mitglied der Verwaltungskommission Dr. Paul Gloor-Koechlin, von und in Basel, führen Einzelunterschrift. Das Domizil befindet sich nun Freie Strasse 113 (Handwerkerbank Basel).

11. November 1946.

Pensionsstiftung der Basler Heilstätte, in Basel (SHAB. Nr. 271 vom 18. November 1941, Seite 2315). Aus dem Stiftungsrat ist Dr. Ernst Miescher infolge Todes ausgeschieden; seine Unterschrift sowie diejenige des Dr. Carl F. Meyer sind erloschen. Neu wurden in den Stiftungsrat gewählt Prof. Dr. Frédéric Roulet-Zellweger, von Neuenburg, in Basel, als Präsident, und Dr. Paul Gloor-Koechlin, von und in Basel. Beide zeichnen zu zweien.

11. November 1946.

Fürsorgestiftung der Firma K. Scheidegger, Touring-Garage, in Basel. Unter diesem Namen besteht auf Grund der Urkunde vom 4. November 1946 eine Stiftung zur Fürsorge für die Angestellten und Arbeiter der Stifterin sowie ihre Angehörigen. Dem Stiftungsrat aus 1 bis 3 Mitgliedern gehören an: Karl Scheidegger-Thommen, von Basel, als Präsident, und Karl Erb-Köhler, von Riehen, beide in Basel. Sie führen Einzelunterschrift. Domizil: St.-Alban-Anlage 24.

11. November 1946.

Personalfürsorgefonds der Leumann & Uhlmann A.G., in Basel (SHAB. Nr. 202 vom 29. August 1944, Seite 1927). Durch Urkunde vom 2. November 1946 ist das Statut mit Zustimmung der Aufsichtsbehörde vom 5. November 1946 abgeändert worden. Der Zweck der Stiftung besteht nun in der Fürsorge für die Arbeiter und Angestellten der Stifterin sowie ihre Angehörigen gegen die wirtschaftlichen Folgen von Alter, Krankheit, Invalidität, Tod, Militärsdienst, Arbeitslosigkeit und unverschlundener besonderer Notlage. Die weiteren Änderungen betreffen die publizierten Tatsachen nicht.

11. November 1946.

Fürsorgestiftung der Firma J. F. Müller & Cie., Basel, in Basel. Unter diesem Namen besteht auf Grund der Urkunde vom 4. Oktober 1946 eine Stiftung zur Fürsorge für die Angestellten und Arbeiter der Stifterin und ihre Hinterbliebenen. Dem Stiftungsrat aus 1 bis 5 Mitgliedern gehören an: Ernst Jakob Felix Müller-Bauer, als Präsident, und Elsa Weisshaupt, beide von und in Basel. Sie zeichnen zu zweien. Domizil: Breisacherstrasse 35.

12. November 1946.

Wohlfahrtsstiftung der Inseratenunion A.G., in Basel (SHAB. Nr. 305 vom 30. Dezember 1943, Seite 2908). Durch Urkunde vom 2. November 1946 ist das Statut mit Genehmigung der Aufsichtsbehörde vom 8. November 1946 abgeändert worden. Die publizierten Tatsachen werden dadurch nicht berührt.

St. Gallen — St. Gall — San Gallo

11. November 1946.

Personalfürsorgestiftung der Firma «Textilwerke Blumenegg» Aktiengesellschaft, in Goldach. Unter diesem Namen besteht gemäss öffentlicher Urkunde vom 29. Oktober 1946 eine Stiftung. Sie bezweckt, sämtlichen Angestellten und Arbeitern der Stifterfirma «Textilwerke Blumenegg» Aktiengesellschaft, in Goldach, durch Ausrichtung von Kapitalleistungen oder von Renten mitzuhelfen, die wirtschaftlichen Folgen des Alters, eines Unfalles oder längerer Krankheit für sich selbst oder im Todesfall für ihre Angehörigen erträglicher zu gestalten. Die Mithilfe kann auch im Falle unverschlundener Notlage gewährt werden. Einziges Organ der Stiftung ist ein Stiftungsrat bestehend aus 1 bis 3 Mitgliedern, die von der Stifterfirma bezeichnet werden. Sofern sich die Angestellten und Arbeiter an der Aeufnung des Stiftungsvermögens beteiligen, ist mindestens ein Mitglied aus diesem Kreise zu entnehmen. Es gehört dem Stiftungsrat als einziges Mitglied mit Einzelunterschrift an Albert Traber, von Leutmerken-Ämlikon, in Goldach. Geschäftsdomizil: bei «Textilwerke Blumenegg A.-G.».

Graubünden — Grisons — Grigioni

8. November 1946.

Personalfürsorgestiftung der J. Caprez-Danuser A.G. Teigwarenfabrik Chur, in Chur. Unter diesem Namen besteht gemäss öffentlicher Urkunde vom 1. November 1946 eine Stiftung. Sie bezweckt die Fürsorge für die Angestellten und Arbeiter der Stifterfirma sowie deren Angehörigen und Hinterbliebenen. Die Verwaltung der Stiftung erfolgt durch einen Stiftungsrat von 1 bis 3 Mitgliedern. Der Präsident führt Einzelunterschrift und die beiden übrigen Mitglieder zeichnen kollektiv. Es wurden gewählt: Johann Caprez-Fimian, von Trin, als Präsident; Jules Schellenberg, von Schleikinon, und Mathäus Vetsch, von Grabs (St. Gallen), als Beisitzer; alle wohnhaft in Chur. Domizil: Sägenstrasse.

Thurgau — Thurgovie — Turgovia

8. November 1946.

Wohlfahrtsfonds der Weberei Sirmach, in Sirmach. Unter diesem Namen wurde durch öffentliche Urkunde vom 2. November 1946 eine Stiftung errichtet. Sie bezweckt die Fürsorge zugunsten der Angestellten und Arbeiter der «Weberei Sirmach», in Sirmach, durch: a) Erstellung und Erwerb gesunder und wohnlicher Heimstätten, die auf den Namen der Stiftung als Eigentümerin im Grundbuch eingetragen und den Destinatären zu billigem Mietpreis abgegeben werden; b) Ausrichtung von Beiträgen an Bau und Unterhalt von Wohnhäusern und Eigenheimen von Angestellten und Arbeitern der Stifterfirma; c) Erstellung und Betrieb von Wohlfahrts-häusern, Kinderkrippen und ähnlichen Fürsorgeeinrichtungen, die ebenfalls auf den Namen der Stiftung als Eigentümer im Grundbuch einzutragen sind. Die Stiftung wird von einem Stiftungsrat verwaltet, bestehend aus 3 Mitgliedern, die vom Verwaltungsrat der «Weberei Sirmach» gewählt werden. Mindestens 1 Mitglied hat dem Kreis der Destinatäre anzugehören. Stiftungsratsmitglieder sind: Dr. Robert Ritter-Zweifel, von Seegräben (Zürich), Präsident; Fridolin Hefti, von Luchsingen (Glarus), Vizepräsident und Protokollführer, und Otto Hintermeister, von Winterthur, Rechnungsführer; alle in Sirmach. Sie zeichnen einzeln. Domizil: bei der Stifterfirma.

11. November 1946.

Angestellten- und Arbeiterfürsorgestiftung der Firma Walter Altheer, Stickerel, Ritzsbühlwil, in Ritzsbühlwil-Schönholzerswilen. Durch öffentliche Urkunde vom 17. Oktober 1946 wurde unter diesem Namen eine Stiftung errichtet zwecks Unterstützung der Angestellten und Arbeiter der Stifterfirma. Die Organe der Stiftung sind der Stiftungsrat, bestehend aus 1 bis 3 Mitgliedern, die von der Stifterfirma gewählt werden, und die Kontrollstelle. Dem Stiftungsrat gehören an: Walter Altheer, von Krummenau, Präsident; Paul Iseli, von Hasle bei Burgdorf, Protokollführer, und Ernst Altheer, von Illighausen, alle in Ritzsbühlwil-Schönholzerswilen. Der Präsident zeichnet kollektiv mit je einem der beiden Mitglieder.

Neuenburg — Neuchâtel — Neuchâtel

Bureau de Môtiers (distriet du Val-de-Travers)

11 novembre 1946.

Hôpital du Val-de-Travers, à Couvet, fondation (FOSC. du 30 décembre 1930, N° 305, page 2665). Le comité de direction est actuellement composé de Maurice Racine, de La Chaux-du-Milieu et de La Chaux-de-Fonds, à Couvet, président; Charles Duplain, caissier (déjà inscrit), et André Schmidt, de Ste-Croix (Vaud), à Couvet, secrétaire. Le président signe collectivement avec le caissier ou le secrétaire. Les pouvoirs conférés à André Contesse, président, et Edgar Jaquemot, secrétaire, démissionnaire, sont éteints.

Eidgenössisches Amt für geistiges Eigentum

Bureau fédéral de la propriété intellectuelle — Ufficio federale della proprietà intellettuale

Marken — Marques — Marche

Eintragungen — Enregistrements — Iscrizioni

N° 117836.

Date de dépôt: 18 février 1946, 18 h.

Portop S.A., place de la Fusterie 16, Genève (Suisse).

Marque de fabrique et de commerce. — Renouvellement avec limitation de l'indication des produits de la marque N° 60528. Le délai de protection résultant du renouvellement court depuis le 3 décembre 1945.

Porto.

=Sortecintra=

Nr. 117837.

Hinterlegungsdatum: 22. August 1946, 19 Uhr.

Otto Robert Strub, Lachenstrasse 197, Thun 4 (Schweiz).

Fabrik- und Handelsmarke.

Knäuelhalter und Haushaltsartikel aller Art.

OSRU

N° 117838.

Date de dépôt: 24 octobre 1946, 20 h.

Emile Mory, boulevard de Grancy 28, Lausanne (Suisse).

Marque de fabrique et de commerce.

Lames de rasoir.

EMO

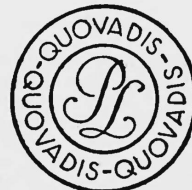
Nr. 117839.

Hinterlegungsdatum: 20. August 1946, 20 Uhr.

Papierfabriken Landquart in Landquart (Schweiz).

Fabrik- und Handelsmarke. — Erneuerung der Marke Nr. 61876. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 1. Juni 1946 an.

Papier.



Nr. 117840.

Hinterlegungsdatum: 29. Oktober 1946, 15 Uhr.

Heinrich Engeler, Moserstrasse 13, Bern (Schweiz). — Handelsmarke.

Bücher, Zeitschriften.



RENAISSANCE VERLAG BERN

HEINRICH ENGELER

MOSESTRASSE 13 TEL. 316 91

Nr. 117841.

Hinterlegungsdatum: 16. September 1946, 18¼ Uhr.

H. Windsor & Company Limited, Fulham Road 748, Fulham, London SW 6 (Grossbritannien). — Fabrik- und Handelsmarke.

Rostschutzmittel in Farb- und Pastenform.

WINDYE

Nr. 117842. Hinterlegungsdatum: 16. September 1946, 18¼ Uhr.
H. Windsor & Company Limited, Fulham Road 748, Fulham, London SW 6 (Grossbritannien). — Fabrik- und Handelsmarke.

Farben, Lacke und Rostschutzmittel.

WINGEL

Nr. 117843. Hinterlegungsdatum: 16. September 1946, 18¼ Uhr.
H. Windsor & Company Limited, Fulham Road 748, Fulham, London SW 6 (Grossbritannien). — Fabrik- und Handelsmarke.

Säurefeste Zemente.

WINLEN

Nr. 117844. Hinterlegungsdatum: 16. September 1946, 18¼ Uhr.
H. Windsor & Company Limited, Fulham Road 748, Fulham, London SW 6 (Grossbritannien). — Fabrik- und Handelsmarke.

Mörtel und Kitten.

WINLITH

Nr. 117845. Hinterlegungsdatum: 16. September 1946, 18¼ Uhr.
H. Windsor & Company Limited, Fulham Road 748, Fulham, London SW 6 (Grossbritannien). — Fabrik- und Handelsmarke.

Bindemittel für Mörtel.

WINLOL

Nr. 117846. Hinterlegungsdatum: 16. September 1946, 18¼ Uhr.
H. Windsor & Company Limited, Fulham Road 748, Fulham, London SW 6 (Grossbritannien). — Fabrik- und Handelsmarke.

Säurefeste Farben.

WINSOL

Nr. 117847. Hinterlegungsdatum: 16. September 1946, 18¼ Uhr.
H. Windsor & Company Limited, Fulham Road 748, Fulham, London SW 6 (Grossbritannien). — Fabrik- und Handelsmarke.

Tränkmittel zum Schutz von Holz, Steinbauten, Backsteinbauten und Metall.

WINTEKT

Nr. 117848. Hinterlegungsdatum: 16. September 1946, 18¼ Uhr.
H. Windsor & Company Limited, Fulham Road 748, Fulham, London SW 6 (Grossbritannien). — Fabrik- und Handelsmarke.

Rostschutzmittel in Farb- und Pastenform.

WINTEX

Nr. 117849. Hinterlegungsdatum: 16. September 1946, 18¼ Uhr.
H. Windsor & Company Limited, Fulham Road 748, Fulham, London SW 6 (Grossbritannien). — Fabrik- und Handelsmarke.

Offeste Lacke.

WINTOL

Nr. 117850. Hinterlegungsdatum: 16. September 1946, 18¼ Uhr.
H. Windsor & Company Limited, Fulham Road 748, Fulham, London SW 6 (Grossbritannien). — Fabrik- und Handelsmarke.

Binde- und Härtemittel für die Oberflächenbehandlung von Mörtel.

WINSIL

Nr. 117851. Hinterlegungsdatum: 26. September 1946, 20 Uhr.
J. Bosshard-Stigg's Erben, Steinmühlegasse, Thalwil (Schweiz).
Fabrik- und Handelsmarke.

Pharmazeutische Produkte.

HER-PO

Nr. 117852. Hinterlegungsdatum: 25. September 1946, 18¼ Uhr.
Fr. Sauter AG. Fabrik elektr. Apparate, Im Surinam 55, Basel (Schweiz).
Fabrik- und Handelsmarke.

Elektrische Zimmerakkumulieröfen.

PRIMULUS

Nr. 117853. Hinterlegungsdatum: 28. September 1946, 13 Uhr.
Werkzeugmaschinenfabrik Oerlikon Bührle & Co., Birchstrasse 155, Zürich-Oerlikon (Schweiz). — Fabrik- und Handelsmarke.

Kegelradverzahnungen.



Nr. 117854. Hinterlegungsdatum: 1. Oktober 1946, 14 Uhr.
R. Reinhard & Söhne, Sonnenweg 30, Köniz (Bern, Schweiz).
Fabrik- und Handelsmarke.

Feilen.



Nr. 117855. Hinterlegungsdatum: 8. Oktober 1946, 17¼ Uhr.
Max Frey Verlag GmbH., Nordstrasse 5, Zürich 6 (Schweiz).
Fabrik- und Handelsmarke.

Zeitungen und Zeitschriften.

Welt von Heute

Nr. 117856. Hinterlegungsdatum: 9. Oktober 1946, 18 Uhr.
Doetsch, Grether & Cie. AG., Steinentorstrasse 23, Basel (Schweiz).
Fabrik- und Handelsmarke.

Hygienische und kosmetische Mittel zur Mund-, Haut-, Haar- und Zahnpflege, Arzneimittel für Menschen und Tiere.

LANADOR

N° 117857. Date de dépôt: 12 octobre 1946, 15¼ h.
Martins Limited, Piccadilly 62, Londres W. 1 (Grande-Bretagne).
Marque de fabrique et de commerce.

Cigarettes, tabac et cigares.



N° 117858. Date de dépôt: 12 octobre 1946, 15¼ h.
Martins Limited, Piccadilly 62, Londres W. 1 (Grande-Bretagne).
Marque de fabrique et de commerce.

Cigarettes, tabac et cigares.

MARTINS



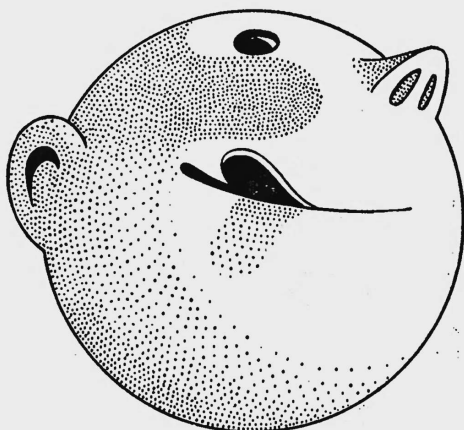
Nr. 117859. Hinterlegungsdatum: 16. Oktober 1946, 9 Uhr.
v. Mühlenen & Co., Effingerstrasse 75, Bern (Schweiz).
Fabrik- und Handelsmarke.

Käse.



Nr. 117860. Hinterlegungsdatum: 19. Oktober 1946, 8 Uhr.
LACTA AG., Murten (Schweiz). — Fabrik- und Handelsmarke.

Käse.



Nr. 117861. Date de dépôt: 19 octobre 1946, 12 h.
Blank & Cie S.A., rue de Fribourg 7, Vevey (Suisse).
Marque de commerce.

Vins, liqueurs, spiritueux, sirops et toutes boissons.

BLANK

Nr. 117862. Hinterlegungsdatum: 28. Oktober 1946, 19 Uhr.
Seifenfabrik Sunlight, Olten (Schweiz). — Fabrik- und Handelsmarke. —
Erneuerung der Marke Nr. 63046. Die Schutzfrist aus der Erneuerung
läuft vom 28. Oktober 1946 an.

Frostfreie Flüssigkeit zum Einfüllen in Automobilkühler, um das Einfrieren
zu verhindern.

Stop - Frost

Nr. 117863. Hinterlegungsdatum: 29. Oktober 1946, 13 Uhr.
Charles Hertig Uhrenexport AG. (Charles Hertig Exportation d'horlo-
gerie S.A.), Karl-Neuhaus-Strasse 30, Biel (Schweiz).
Fabrik- und Handelsmarke.

Edelmetall- und Doubléwaren.

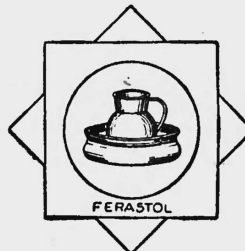


Nr. 117864. Date de dépôt: 28 octobre 1946, 19¼ h.

Richard Thomas & Baldwins Limited, Park Street 47, Londres W. 1
(Grande-Bretagne). — Marque de fabrique.

Transmission et renouvellement de la marque N° 65207 de Robt.
B. Byass & Co. Limited, Port Talbot (Grande-Bretagne). Le délai de
protection résultant du renouvellement court depuis le 28 octobre 1946.

Tôles, fers-blancs et fers-blancs ternes.



Transmissions — Uebertragungen

N° 84485, 87217. — Dex S. à r. l., Lausanne (Suisse). — Transmission à
Jean Lieber, chemin des 3 Rois, Lausanne (Suisse). — Enregistré le
8 novembre 1946.

N° 90149. — Wein Bros Limited, Montreal (Canada). — Transmission à
Kingston Watch Company, West 48 th Street 48, New-York (Etats-
Unis d'Amérique). — Enregistré le 8 novembre 1946.

N° 98679. — Hood Rubber Company, Inc., Wilmington (Etats-Unis
d'Amérique). — Transmission à The B. F. Goodrich Company, Park
Avenue 230, New-York (Etats-Unis d'Amérique). — Enregistré le
8 novembre 1946.

Nr. 101455. — Frau Schneebeli Magazin z. Wolle-Vreneli, Chur (Schweiz). —
Uebertragung an Hans Rudolf Howald-Santschi, Wollen-Vreneli, Halden-
strasse 20, Zürich (Schweiz). — Eingetragen am 8. November 1946.

Modification de raison — Firmaänderung

N° 76516. — Société Anonyme Horlogerie Biedermann Frères, Fabrique
Novala Neuveville, à Neuveville (Suisse). — Raison modifiée en Montres
Nova, Biedermann Frères S.A. — Enregistré le 11 novembre 1946.

Radiazioni — Löschungen

N° 101790. — Laboratorio Biochimico Husci di G. & F. Huber, Massagno
(Ticino, Svizzera). — Radiata il 11 novembre 1946 su domanda del
successore della deponente, Istituto Biochimico I.B. S.A. Società
Anonima, Lugano.

Nr. 112274. — Galactina und Biomalz AG., Belp bei Bern (Schweiz). —
Gelöscht am 11. November 1946 auf Ansuchen der Hinterlegerin.

*Andere, durch Gesetz oder Verordnung zur Veröffentlichung im SHAB.
vorgeschriebene Anzeigen — Autres avis, dont la publication est prescrite
dans la FOSE. par des lois ou ordonnances*

Arrêté du Conseil d'Etat du canton de Genève

donnant force obligatoire générale à un contrat collectif de travail applicable dans le canton
de Genève au personnel d'atelier et de livraison de la branche de la teinturerie, nettoyage,
lavage chimique et pressing

(Du 5 octobre 1946)

Le Conseil d'Etat du canton de Genève, vu l'arrêté fédéral du 23 juin 1943 permettant
de donner force obligatoire générale aux contrats collectifs de travail, arrête:

I. Il est conféré force obligatoire pour les entreprises de la teinturerie, nettoyage,
lavage chimique et pressing, dans le canton de Genève, pour le personnel d'atelier et de
livraison, aux clauses ci-après du contrat collectif de travail du 27 mars 1946, entre:

le Syndicat des patrons teinturiers de Genève,
la maison F. et E. Béchler frères, d'une part, et respectivement,
la Fédération suisse des ouvriers du vêtement, cuir et équipement, F.V.C.E.,
la Fédération des syndicats chrétiens corporatifs.

• Durée du travail

Article premier.

- La durée du travail pour les ouvriers et ouvrières est de 48 heures par semaine en
moyenne prise dans l'année. Elle ne pourra pas dépasser 52 heures.
- La durée du travail pour le personnel de livraison est de 54 heures. Cette durée
ne pourra pas être dépassée.
- Le travail dans les ateliers prend fin le samedi à midi et le travail de livraison le
samedi à 16 heures au plus tard.
- Sont réputées heures supplémentaires les heures dépassant l'horaire établi. Elles
sont payées avec un supplément de 25%.
- Le temps de pause pour le repas de midi est de 1 heure 30 au minimum.

f) Sont considérés comme jours fériés dans la profession:

le Vendredi-Saint — le lundi de Pâques — l'Ascension — le lundi de Pentecôte — le Jeûne Genevois — Noël — le 31 décembre ou le 2 janvier — le 1^{er} janvier.
Les jours fériés suivants sont payés sans compensation d'heures, sur la base de 8 heures par jour, à moins qu'ils ne tombent sur un dimanche:
Noël — 31 décembre ou 2 janvier — 1^{er} janvier.

Les jours fériés suivants sont compensés à raison de 8 heures par jour férié dans la semaine qui précède et la semaine qui suit:

Vendredi-Saint — lundi de Pâques — Ascension — lundi de Pentecôte — Jeûne Genevois.

S'il est demandé au personnel de travailler un de ces jours fériés, les heures faites ce jour-là sont payées avec un supplément de 25 %.

Le 1^{er} mai est férié l'après-midi à la charge des ouvriers, moyennant un avis donné la veille au patron. Les ouvriers qui travaillent ce jour-là sont payés selon les heures faites, sans supplément.

g) Dans toutes les questions qui précèdent, la loi sur le travail dans les fabriques demeure expressément réservée pour les entreprises qui lui sont assujetties.

Vacances

Art. 2. Le personnel des ateliers et de la livraison a droit à 6 jours ouvrables de vacances payées après une année de service, avec un jour en plus par année de service jusqu'à concurrence de 12 jours ouvrables.

Ces vacances peuvent être fragmentées mais une des périodes ne doit pas comporter moins de 6 jours ouvrables.

Les vacances sont payées sur la base de 8 heures par jour et 48 heures par semaine. Les ouvrières payées à la prime sont payées sur la base du prix de l'heure doublée ou suivant entente particulière.

L'époque des vacances est fixée par les patrons suivant leurs possibilités, d'entente avec les bénéficiaires avertis au moins un mois d'avance.

Service militaire

Art. 3. Au personnel des ateliers et de la livraison, après une année de service effectif, il est payé, pendant la durée du cours de répétition de 15 jours, le 25 % du salaire aux célibataires et le 50 % aux hommes mariés, avec le 10 % en plus pour chaque enfant âgé de moins de 17 ans et ce jusqu'à concurrence de 80 % du salaire, de 100 % pour les inspections.

Pendant le fonctionnement de la caisse de compensation, les intéressés touchent les indemnités fixées par la loi et payées par la caisse.

L'allocation mensuelle de renchérissement est payée en cas de service militaire susse.

Maladie

Art. 4. En ce qui concerne la maladie, sous réserve d'affiliation à une caisse de maladie reconnue par la Confédération et pour encourager leurs employés payés à l'heure, à la journée, à la semaine, à s'assurer les soins médicaux et pharmaceutiques, ainsi qu'une indemnité journalière de chômage en cas de maladie, les patrons versent à titre de participation:

Pour le personnel masculin:

Le 50 % des primes payées pour assurance-maladie, soins médicaux et pharmaceutiques, jusqu'à concurrence de 1 fr. 50 par mois,
et le 50 % des primes payées pour obtenir une indemnité journalière de chômage résultant de maladie, jusqu'à concurrence de 3 fr. 50 par mois.

Pour le personnel féminin:

Le 50 % des primes payées pour assurance-maladie, soins médicaux et pharmaceutiques, jusqu'à concurrence de 1 fr. 50 par mois,
et le 50 % des primes payées pour obtenir une indemnité journalière de chômage résultant de maladie, jusqu'à concurrence de 2 fr. 25 par mois.

Le calcul des sommes qui sont versées dans ce but est fait tous les trois mois, sur présentation du carnet d'assurance au patron (quittance de primes)

du 10 au 15 avril, pour les trois mois échus
du 10 au 15 juillet, pour les trois mois échus
du 10 au 15 octobre, pour les trois mois échus
du 10 au 15 janvier, pour les trois mois échus

Les patrons veulent ainsi encourager leurs employés à s'assurer contre les risques de la maladie et leur aider à atténuer les conséquences résultant du chômage suite de maladie.

Si, contre toute attente, les patrons n'étaient plus en mesure, à un moment quelconque, d'assurer le versement des sommes afférentes à cette participation, ils en avertiraient sans retard les intéressés afin que ceux-ci puissent prendre individuellement les mesures concernant leur propre assurance.

Absences

Art. 5. Les jours de maladie, de service militaire ou de chômage ne peuvent pas modifier le droit aux vacances tant qu'ils ne dépassent pas deux mois dans l'année, mais le droit aux vacances se perd si les absences, quelle qu'en soit la cause, ont duré plus de deux mois. Cependant, à ceux qui ont fait plus de deux mois de service militaire susse, les vacances sont payées.

Accidents

Art. 6. Le personnel est assuré auprès de la Caisse nationale, conformément aux prescriptions de celle-ci. Les primes pour accidents professionnels sont payées par les patrons qui peuvent retenir le montant qu'ils ont avancé pour les accidents non professionnels.

Salaires

Art. 7. Allocation de renchérissement. A tout le personnel bénéficiant du présent contrat, il est alloué une allocation de vie chère de 30 fr. et ce au prorata du travail effectué, calculé sur la base de 200 heures ou 25 jours de travail par mois.

Lorsque dans une maison, l'allocation de renchérissement est comprise dans le salaire, ce salaire doit être égal au salaire prévu dans le contrat plus 30 fr. Si l'allocation actuellement accordée dépasse 30 fr., il sera tenu compte de ce dépassement dans l'application du salaire.

Exemple: une maison accorde actuellement 45 fr. d'allocation, le dépassement est donc de 15 fr., calculé en salaire horaire, ces 15 fr. représentent 7 1/2 %. Cette maison pourra donc déduire du salaire horaire prévu au contrat 7 1/2 %.

Les salaires minima sont établis comme suit:

a) Commissionnaires:		
de 16 à 18 ans	Fr. 6.50 par jour	
de 18 à 20 ans	Fr. 7.— par jour	
de plus de 20 ans	Fr. 8.50 par jour	

b) Manœuvres et ouvriers:		
Manœuvre débutant, les 6 premiers mois	Fr. 1.35 l'heure	
après 6 mois	Fr. 1.50 l'heure	
Manœuvre spécialisé, après 2 ans	Fr. 1.75 l'heure	
Teinturier, laveur, détacheur, benziner, sans diplôme de fin d'apprentissage	Fr. 1.75 l'heure	
Teinturier qualifié	Fr. 1.95 l'heure	

c) Apprentis:		
1 ^{re} année	Fr. 30.— par mois	
2 ^e année	Fr. 60.— par mois	
3 ^e année	Fr. 100.— par mois	

d) Repasseuses travaillant à la presse, sans primes:		
Débutante, le premier mois	Fr. 0.90 l'heure	
après 1 mois	Fr. 1.— l'heure	
après 6 mois	Fr. 1.20 l'heure	
après 2 ans et qualifiée	Fr. 1.35 l'heure	

e) Repasseuses qualifiées travaillant à la presse, avec primes:		
Salaire de base	Fr. 0.70 l'heure	

Primes	Couleur	Blanc	Teinture
veston, windjack, anorak	0.22	0.28	0.33
pantalon	0.19	0.22	0.22
pantalon d'enfant	0.14	0.19	0.19
veston d'enfant	0.15	0.15	0.15
gilet	0.11	0.14	0.17
pardessus, capote, pèlerine	0.22	0.28	0.33
trench-coat	0.50	—	0.60

Toutes les repasseuses qualifiées travaillant à la presse, avec ou sans prime, doivent être capables de livrer complètement terminées:

4 vestons ou 4 pantalons 1/2 ou 7 gilets ou 2 trench ou 3 pardessus	en une heure
---	--------------

f) Repasseuses travaillant à la table, sans primes:

Débutante, les 3 premiers mois	Fr. 0.85 l'heure
après 3 mois	Fr. 1.— l'heure
après 6 mois	Fr. 1.20 l'heure
après 2 ans	Fr. 1.25 l'heure
Qualifiée	Fr. 1.30 l'heure

Toutes les repasseuses qualifiées travaillant à la table, sans prime, doivent être capables de retoucher:

6 vestons ou 6 pantalons ou 7 gilets ou 5 pardessus	en une heure
--	--------------

g) Repasseuses travaillant à la table avec primes:

Salaire de base selon les travaux confiés	Fr. 0.65 l'heure
	Fr. 0.70 l'heure
	Fr. 0.75 l'heure

Primes	Couleur	Blanc	Teinture
robe, peignoir	0.28	0.39	0.39
robe entièrement plissée fin ou compliquée	0.39	0.50	0.55
robe du soir longue et ample	0.39	0.50	0.61
jupe, jaquette, manteau, blouse, robe de chambre	0.22	0.28	0.28
jupe entièrement plissée fin	0.39	0.50	0.55
jaquette tricotée, chemise dame, doublure, robe fillette	0.22	0.28	0.28
matinée	0.11	—	—
manteau d'enfant	0.17	0.22	0.22
boléro, pullover	0.11	0.22	0.22

Travail défait, c'est-à-dire tous les travaux pour lesquels aucune prime n'est prévue

Fr. 0.54 l'heure
Fr. 0.009 la minute

en plus du salaire de base.

Toutes les repasseuses qualifiées travaillant à la table, avec ou sans prime, doivent être capables de livrer complètement terminées:

3 robes ou 4 blouses ou 2 robes blanches ou teintes ou 3 blouses blanches ou teintes	en une heure
---	--------------

h) Apprentis:		
1 ^{re} année	Fr. 30.— par mois	
2 ^e année	Fr. 60.— par mois	

i) Auxiliaires:		
Débutante, les 3 premiers mois	Fr. 0.85 l'heure	
après 3 mois	Fr. 0.95 l'heure	
après 6 mois	Fr. 1.15 l'heure	

j) Couturières:	Fr. 1.20 l'heure
-----------------	------------------

k) Détacheuses:		
Débutante, les 3 premiers mois	Fr. 0.85 l'heure	
après 3 mois	Fr. 0.95 l'heure	
après 6 mois	Fr. 1.20 l'heure	
après 2 ans	Fr. 1.25 l'heure	
Qualifiée	Fr. 1.30 l'heure	

Ces salaires sont des minima au-dessous desquels on ne peut pas descendre et sur la base desquels chaque entreprise peut adapter les cas particuliers.

Le personnel engagé à titre définitif après une année de service pourra avoir le salaire hebdomadaire garanti sur les bases prévues dans le contrat. Cette garantie devra faire l'objet d'un arrangement écrit entre les intéressés.

Le personnel dont le salaire et d'une façon générale, dont les conditions de travail sont supérieures à ceux prévus dans le présent contrat, gardera tous ses avantages.

Les patrons s'engagent à appliquer loyalement ce contrat et notamment en ce qui concerne les salaires, à tenir compte des aptitudes du personnel. Le personnel, de son côté, doit exécuter consciencieusement les ordres qui lui sont donnés et faire tout son possible pour contribuer à la bonne marche de l'entreprise.

Une participation aux dommages résultant de malfaçon, de négligence ou d'erreur manifeste peut être mise à la charge de celui qui en est l'auteur, sous réserve des dispositions de la loi fédérale sur le travail dans les fabriques.

Le personnel doit observer la plus grande discrétion vis-à-vis des tiers et il lui est notamment interdit de travailler pour autrui à titre lucratif, en dehors des heures régulières de travail ou en période de vacances. La non-observation de cette clause peut être invoquée comme juste motif de renvoi immédiat.

Droit d'association

Art. 8. Il est garanti aux parties contractantes.

Congés et délais

Art. 9. Les deux premières semaines de travail sont considérées comme temps d'essai pendant lequel chaque partie peut donner congé sans avertissement. Ensuite, l'avertissement est, sauf convention écrite, de 3 jours, sous réserve des dispositions de la loi fédérale sur le travail dans les fabriques et du CO. en la matière.

Commission professionnelle paritaire

Art. 10. Une commission paritaire est constituée pour examiner toutes les questions relatives à l'application du présent contrat collectif, ainsi que pour concilier les différends d'ordre collectif qui pourraient surgir. Elle est composée de 3 délégués patronaux et de 3 ouvriers ou ouvrières nommés par les organisations signataires respectives.

Les secrétaires des associations professionnelles peuvent être entendus avec voix consultative.

Mesures de coercition

Art. 11. Les parties contractantes doivent chercher à apaiser tout différend à l'amiable. Si aucune entente ne peut se faire après l'intervention de la commission professionnelle paritaire, les parties conviennent qu'elles soumettront le litige à l'Office cantonal de conciliation conformément à la loi. (AA. 289)

II. La déclaration a effet à partir du jour suivant celui de la présente publication et jusqu'au 31 décembre 1946.

Genève, le 5 octobre 1946.

Conseil d'Etat de la République et Canton de Genève,
le chancelier: A. Tombet.

Le présent arrêté a été approuvé par le Conseil fédéral le 24 octobre 1946.

Mitteilungen – Communications – Comunicazioni

Verfügung Nr. 660 A/46

der Eidgenössischen Preiskontrollstelle über Höchstpreisbestimmungen, Marge- und Ablieferungsvorschriften betreffend Schafwolle ausländischen Ursprungs sowie betreffend Mohair-, Angorawollen und Kamelhaar

(Vom 15. November 1946)

Die Eidgenössische Preiskontrollstelle, gestützt auf Verfügung 1 des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements, vom 2. September 1939, betreffend die Kosten der Lebenshaltung und den Schutz der regulären Marktversorgung, verfügt:

Art. 1. Verfügung Nr. 660 A/43, vom 6. April 1943, über Höchstpreisbestimmungen, Marge- und Ablieferungsvorschriften betreffend

1. Schurwollen:

- a) die nicht aus den regulären Uebersee-Bezugsländern stammen,
- b) von langhaarigen Ziegen (Mohair- und Angorawollen),
- c) Kamelhaare.

2. Haut- und Gerberwollen, die von importierten Schaf-, Lamm-, Ziegen- und Mohairfellen usw. anfallen,

wird aufgehoben.

Art. 2. Vorbehalten bleiben die Bestimmungen der Verfügung Nr. 747 A/45 der Eidgenössischen Preiskontrollstelle, vom 21. März 1945 (Verbot übersetzter Gewinne und Preissenkungspflicht), und des Art. 2 der Verfügung 1 des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements, vom 2. September 1939, betreffend die Kosten der Lebenshaltung und den Schutz der regulären Marktversorgung (insbesondere Verbot der Störung der regulären Marktversorgung, speziell durch volkswirtschaftlich ungerechtfertigte Schiebungen).

Art. 3. Importe von Schurwollen, die aus den regulären Ueberseebezugsländern Australien, Neuseeland, Südamerika, Südafrika (Capwolle) stammen, sowie Importe von Kammzügen, die aus solchen Wollen aus dem Ausland bezogen werden; für diese Rohstoffe sind die Importmargen wie bisher bei der Eidgenössischen Preiskontrollstelle zu erfragen.

Art. 4. Widerhandlungen werden nach den Strafbestimmungen des Bundesratsbeschlusses vom 17. Oktober 1944 über das kriegswirtschaftliche Strafrecht und die kriegswirtschaftliche Strafrechtspflege geahndet.

Art. 5. Die Eidgenössische Preiskontrollstelle behält sich vor, im Falle einer unangemessenen Preisentwicklung die Preise zu senken und neue Höchstpreisbestimmungen zu erlassen.

Art. 6. Diese Verfügung tritt am 15. November 1946 in Kraft. Die während der Gültigkeitsdauer der Verfügung Nr. 660 A/43, vom 6. April 1943, eingetretenen Tatbestände werden nach den bisherigen Bestimmungen beurteilt.

Prescriptions N° 660 A/46

de l'Office fédéral du contrôle des prix concernant les prix maximums, les marges et la livraison de laine de mouton d'origine étrangère ainsi que les laines mohair, angora et de chameau

(Du 15 novembre 1946)

L'Office fédéral du contrôle des prix, vu l'ordonnance 1 du Département fédéral de l'économie publique, du 2 septembre 1939, concernant le coût de la vie et les mesures destinées à protéger le marché, prescrit:

Article premier. Les prescriptions N° 660 A/43, du 6 avril 1943, concernant les prix maximums, les marges et la livraison des

1. Laines « tondues »:

- a) laines qui ne proviennent pas des pays d'outre-mer fournisseurs habituels,
- b) laine de chèvre à long poil (mohair et angora),
- c) laines de chameau.

2. Laines de peaux, de moutons, d'agneaux, de chèvres, mohair, etc.

sont rapportées.

Art. 2. Demeurent réservées les dispositions des prescriptions N° 747 A/45 de l'Office fédéral du contrôle des prix, du 21 mars 1945 (interdiction de bénéfices excessifs et obligation d'abaisser les prix), et de l'article 2 de l'ordonnance 1 du même département, du 2 septembre 1939, concernant le coût de la vie et les mesures destinées à protéger le marché (notamment l'interdiction d'entraver l'approvisionnement régulier du marché, par exemple par des transactions économiquement injustifiées).

Art. 3. Pour les importations de laines « tondues » provenant des pays d'outre-mer fournisseurs habituels: Australie, Nouvelle-Zélande, Amérique du Sud, Afrique du Sud (laine du Cap) et pour les peignés de telles laines importés de l'étranger, l'Office fédéral du contrôle des prix indiquera sur demande les marges d'importation pour les matières brutes.

Art. 4. Quiconque contrevient aux présentes prescriptions est passible des sanctions prévues à l'arrêté du Conseil fédéral du 17 octobre 1944 concernant le droit pénal et la procédure pénale en matière d'économie de guerre.

Art. 5. L'Office fédéral du contrôle des prix se réserve d'abaisser les prix et de fixer de nouveaux taux maximums en cas d'évolution inéquitable des prix.

Art. 6. Ces prescriptions entrent en vigueur le 15 novembre 1946. Les faits intervenus pendant la durée de validité des prescriptions N° 660 A/43, du 6 avril 1943, seront jugés d'après les dispositions précédemment en vigueur.

Prescrizione N° 660 A/46

dell'Ufficio federale di controllo dei prezzi concernente i prezzi massimi, i margini e le forniture di lana di montone d'origine estera, nonché la lana di mohair, angora e cammello

(Del 15 novembre 1946)

L'Ufficio federale di controllo dei prezzi, vista l'ordinanza 1 del Dipartimento federale dell'economia pubblica, del 2 settembre 1939, concernente il costo della vita e i provvedimenti per proteggere l'approvvigionamento regolare del mercato, prescrive:

Art. 1. La prescrizione N° 660 A/43, del 6 aprile 1943, concernente i prezzi massimi, i margini e le forniture di

1. Lana tosata:

- a) lana non proveniente dai paesi d'oltremare, fornitori soliti,
- b) lana di capre a pelo lungo (mohair e angora),
- c) pelo di cammello.

2. Lana di pelli e lana proveniente da conerie, ottenute da pelli di montone, agnello, capra, mohair, ecc., importate

è abrogata.

Art. 2. Restano riservate le disposizioni della prescrizione N° 747 A/45 dell'Ufficio federale di controllo dei prezzi, del 21 marzo 1945 (divieto di guadagni eccessivi e obbligo di ridurre i prezzi), e dell'articolo 2 dell'ordinanza 1 del Dipartimento federale dell'economia pubblica, del 2 settembre 1939, concernente il costo della vita e i provvedimenti per proteggere l'approvvigionamento regolare del mercato (in particolare transazioni di ogni genere economicamente ingiustificate oppure impedire o ostacolare in qualsiasi modo l'approvvigionamento regolare del mercato).

Art. 3. Per le importazioni di lana tosata, proveniente dai paesi d'oltremare, soliti fornitori — Australia, Nuova Zelanda, America del Sud, Africa meridionale (lana del Cap) — nonché per le importazioni di pettinati di tali lane importati dall'estero, l'Ufficio federale di controllo dei prezzi indicherà, dietro richiesta, i margini d'importazione per le materie gregge.

Art. 4. Chiunque contravviene alla presente prescrizione sarà punito conformemente alle sanzioni previste dal decreto del Consiglio federale del 17 ottobre 1944, concernente il diritto e la procedura penale in materia di economia di guerra.

Art. 5. L'Ufficio federale di controllo dei prezzi si riserva di ridurre i prezzi e di fissare nuovi prezzi massimi, in caso di evoluzione inadeguata dei prezzi.

Art. 6. La presente prescrizione entra in vigore il 15 novembre 1946. I fatti intervenuti durante la validità della prescrizione N° 660 A/43, del 6 aprile 1943, continueranno ad essere giudicati in base alle disposizioni vigenti finora.

Separatabzüge aus dem SHAB.

Von den nachverzeichneten Erlassen, die im Schweizerischen Handelsamtsblatt veröffentlicht wurden, sind noch Separatabzüge erhältlich:

	Preis Schw. Fr.
Zahlungsabkommen mit Grossbritannien, vom 12. III. 46 (mit Mitteilung, BRB, Verfügung des EVD und Welsung der Handelsabteilung), 16 Seiten (+ Nachtrag)	—50
Abkommen von Washington, vom 25. Mai 1946, 8 Seiten	—30
Zahlungsabkommen zwischen der Schweiz und der belgisch-luxemburgischen Wirtschaftsunion, vom 25. VII. 45, 24 Seiten (mit Nachträgen)	1.—
Abkommen Zahlungs- und Warenverkehr mit Spanien, vom 7. VII. 45, 8 Seiten	—30
Wirtschaftsabkommen mit Italien, vom 10. VIII. 45, 16 Seiten	—50
Zahlungsabkommen mit Ungarn, vom 27. IV. 46, 8 Seiten	—30
Zahlungsabkommen mit Norwegen, vom 1. III. 46, 12 Seiten	—35
Abkommen mit Finnland, vom 11. VI. 46, 2 Seiten	—15
Zahlungsverkehr mit Deutschland, vom 26. II. 46, 8 Seiten	—30
Zahlungsverkehr mit Österreich, vom 26. II. 46, 8 Seiten	—30
Protokoll über Waren- und Zahlungsverkehr mit Österreich, vom 17. VII. 46, 4 Seiten	—25
Bundesratsbeschluss über die vorläufige Regelung des Zahlungsverkehrs mit Polen, vom 3. VII. 45, 16 Seiten	—50
Abkommen sowie Protokoll I und II über den Warenaustausch und die Regelung des Zahlungsverkehrs mit der Türkei, vom 12. IX. 45, 8 Seiten	—30
Zahlungsabkommen mit den Niederlanden, vom 24. X. 45, 12 Seiten	—35
Zahlungsverkehr mit der Tschechoslowakei (BRB vom 3. IX. 46 und Verfügungen EVD vom 11. IX. 46 und 29. X. 46), 8 + 2 Seiten (2 Separatabzüge)	—40
Abkommen über den Waren- und Zahlungsverkehr mit Jugoslawien, vom 21. IX. 46 (mit BRB vom 14. X. 46 und Liquidationsprotokoll vom 21. IX. 46), 8 + 2 Seiten	—40
Verfügung Nr. 632 A/45 der EPK über Heizungs- und Warmwasserkosten, vom 22. VIII. 45, 4 Seiten	—25
Richtlinien betreffend Kosten der Neuinstallation oder Wiederinstandstellung von Oelheizungsanlagen, vom 4. VII. 46, 2 Seiten	—15
Verzeichnis der kriegsw. Organisationen des EVD (Stand Juni 1946), 8 Seiten	—30

Bestellungen können durch Einzahlung des Betrages auf Postscheckrechnung III 5600, Schweizerisches Handelsamtsblatt, Bern, erfolgen. Die gewünschten Drucksachen sind auf den für uns bestimmten Abschnitt des Einzahlungsscheines aufzuführen. Um Missverständnisse zu vermeiden, sind schriftliche Bestätigungen dieser Einzahlungen nicht erwünscht.

Redaktion:

Handelsabteilung des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements in Bern

Rédaction:

Division du commerce du Département fédéral de l'économie publique à Berne

Privatadressen
Geschäftsadressen
Freie Berufe etc.
Grosse Auswahlmöglichkeiten
und Richtigkeitsgarantie.

Adressen für Ihre Werbung!

Adressenverlag
Weilenmann & Jaeggi
Rämistr. 5, Zürich
TL (051) 32 70 90/91

INTERNATIONALE TRANSPORTE

Fischer & Rechsteiner, Aktiengesellschaft

MAILAND Via Valtellina 6
Telefon: 690—692
690—790

Chiasso
Telefon: 4 22 61, 4 22 62
Telegramme: Rechsteiner

COMO Via Stelvio 6
Telefon: 2072
3091

IMPORT-, EXPORT- UND TRANSITVERKEHRE - Prompt, zuverlässig, vorteilhaft

Société anonyme H.A. SCHMID, Genève

Messieurs les actionnaires sont convoqués en

assemblée générale ordinaire

le samedi 30 novembre 1946, à 17 heures, au siège social, rue du Rhône 49, à Genève.

ORDRE DU JOUR:

- 1° Rapport du conseil d'administration sur l'exercice 1945/46.
- 2° Rapport du commissaire aux comptes sur l'exercice 1945/46.
- 3° Approbation des comptes de l'exercice 1945/46. Nomination du commissaire aux comptes.

Pour assister à l'assemblée, les actionnaires devront déposer leurs actions ou certificats de dépôt jusqu'au 28 novembre 1946 au siège social de la société. X 274

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. SCHAEFER AG., BERN

Ordentliche Generalversammlung der Aktionäre

Samstag, 30. November 1946, vormittags 11 Uhr, im Hotel «Schweizerhof» in Bern

TRAKTANDEN:

1. Protokoll der Generalversammlung vom 17. Dezember 1945.
2. Jahresbericht.
3. Vorlage der Bilanz und der Gewinn- und Verlustrechnung; Bericht der Kontrollstelle; Décharge-Erteilung an Verwaltung und Direktion.
4. Beschlussfassung über die Verwendung des Reingewinnes.
5. Wahlen in den Verwaltungsrat.
6. Wahl der Kontrollstelle.
7. Verschiedenes.

Bilanz, Gewinn- und Verlustrechnung und Bericht der Kontrollstelle liegen vom 16. November 1946 ab im Bureau der Gesellschaft, in der Fabrik in Wabern, zur Einsicht der Herren Aktionäre auf, woselbst auch die Stimmkarten bis spätestens am 29. November 1946 gegen genügenden Ausweis über Aktienbesitz, ausgegeben werden. 595

Bern, den 15. November 1946.

Der Verwaltungsrat.

Zu kaufen gesucht
zwei Tonnen, eventuell mehr

Natriumbichromat

Bemusterte Offerten unter Chiffre G 19170 Z
an Publicitas Zürich. Z 730

Verl. Sie vom SHAB.

Probenummern der

«Volkswirtschaft»

Bank in Langenthal

Wir kündigen hiermit alle unsere vom 1. Dezember 1946 bis
28. Februar 1947 kündbar verordneten, zu

3 % und höher verzinslichen Kassascheine

auf die vertragliche Frist von sechs Monaten zur Rückzahlung.

Den Inhabern dieser Titel offerieren wir bei sofortiger Zusage die Konversion in

3 %-Kassascheine auf 5 Jahre fest

mit vorherigem gegenseitigem Kündigungsrecht von sechs Monaten.

Die Titel sind zur Abstempelung einzusenden.

Langenthal, den 14. November 1946.

Die Direktion.

Direktions-Assistenten

Bedeutendes, solides Industrie-Unternehmen in Kantons-
hauptort der Ostschweiz sucht für verantwortungsvollen
Vertrauensposten tüchtigen, kaufmännischen

mit langjähriger Praxis in Bank sowie Industrie oder
Handel, Organisationstalent, erfahren im Finanzwesen,
Vermögensverwaltung und in Personalangelegenheiten,
verhandlungs- und sprachgewandt.

Interessante Lebensstellung mit guter Honorierung und
Pensionsberechtigung. Eintritt möglichst vor Jahresende.
Handschriftliche Bewerbungen mit Lebenslauf, Photo,
Zeugnisabschriften, Referenzen und Angabe des frühesten
Eintrittstermins erbeten unter Chiffre OFA 5749 X an
Orell-Füssli-Annoncen, Zürich. OF St. 7

Maschinenbau und Schraubfabrik AG., Rorschach

Einladung zur ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre

auf Samstag, den 30. November 1946, vormittags 10 Uhr, im Bureau der Gesellschaft in Rorschach, Bellevuestrasse 12

TRAKTANDEN:

1. Protokoll.
2. Vorlage der Jahresrechnung und des Geschäftsberichtes 1945/46.
3. Bericht der Kontrollstelle.
4. Décharge-Erteilung an den Verwaltungsrat und die Direktion.
5. Beschlussfassung betreffend die Jahresrechnung.
6. Wahl des Verwaltungsrates und der Kontrollstelle.
7. Anpassung der Statuten an das revidierte Obligationenrecht.
8. Umfrage.

Die Bilanz, Gewinn- und Verlustrechnung, das Inventar samt dem Revisionsbericht
liegen ab heute zur Einsicht der Aktionäre im Bureau der Gesellschaft auf, wo auch gegen
genügenden Ausweis über den Aktienbesitz unter Angabe der Aktiennummern die Zu-
tritts-karten zur Generalversammlung bezogen werden können. G 173

Rorschach, den 16. November 1946.

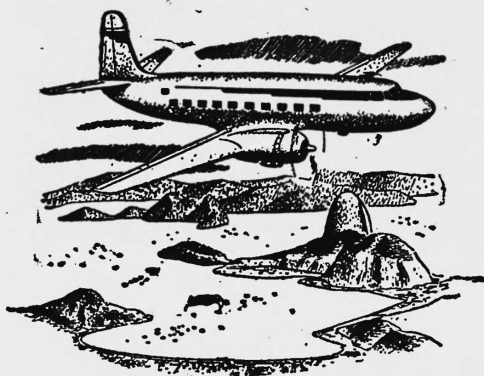
Der Präsident des Verwaltungsrates:
Dr. Th. Eisenring.

Revisionen Steuerberatung Testamentsvollstreckung Treuhandsfunktionen aller Art

FIDES

Treuhand-Vereinigung

ZÜRICH Bahnhofstrasse 31 Aeschenvorstadt 4 Tel. 25 75 40
Basel Rue du Lion d'Or 6 Tel. 3 79 20
Lausanne Tel. 3 74 21



Neue Flugzeuge modernster Konstruktion für den Verkehr mit Argentinien

Im Bestreben, der Kundschaft immer das denkbar Beste zu bieten, haben sich 11 Luftfahrtsgesellschaften Nord- und Südamerikas einheitlich auf Martin-Apparate geeinigt. Die Glenn L. Martin Company — die älteste und zugleich eine der grössten Flugzeugfabriken der Welt — baut gegenwärtig 2 Typen: den 2-0-2 und den 3-0-3. Es wird erwartet, dass weitere Gesellschaften diese Apparate ebenfalls verwenden werden, denn die grosse Zahl der vorliegenden Bestellungen erlaubt eine Massenproduktion zu einem aussergewöhnlich niedrigen Preis per Flugzeug.

Schnell, bequem, billig

Der « Martin 2-0-2 » fasst 36 bis 40 Passagiere; sein Aktionsradius beträgt 2000 km, bei einer Stundengeschwindigkeit von 450 km. Die Inneneinrichtung umfasst geräumige Sitzplätze mit verstellbarer Lehne, Einzelbeleuchtung zum Lesen, zugfreie Heizung und Lüftung, modernste Schallabdichtung, elegante Bauart und viele andere Bequemlichkeiten. Der Typ 2-0-2 ist speziell für einfache Handhabung gebaut und ist deshalb ganz besonders billig im Betrieb. Auf die Flugsicherheit wird selbstverständlich ebenfalls grösster Wert gelegt: Heizvorrichtung gegen Eisbildung, übersichtliche Kontrollorgane für den Piloten, Radareinrichtung und anderes mehr sorgen für denkbar höchste Zuverlässigkeit. Dank kurzer Lande- und Abflugdistanzen kann der Martin 2-0-2 auch kleinere Flughäfen bedienen.

Der Typ 3-0-3 weist alle Vorzüge des 2-0-2 auf, hat jedoch eine Fahrgeschwindigkeit von 480 km pro Stunde. In der gegen Druckwirkungen völlig abgedichteten Kabine sind die Gäste selbst in grosser Höhe vor ästigen atmosphärischen Einflüssen geschützt; zum Ausruhen steht ein besonderer Salon zu ihrer Verfügung.

Die neuen Martin-Apparate besitzen zugleich modernste Einrichtungen (wie z. B. besondere Kühlkammern) für die Uebernahme von Fracht jeder Art. Als spezielle Vorzüge sind zu erwähnen: hohe Geschwindigkeit, rascher Start, schnelles Lenken und minimaler Zeitverlust.

Dank ihrer Geschwindigkeit, ihrer Wirtschaftlichkeit und Zuverlässigkeit bieten die neuen Martin-Apparate eine Höchstleistung, die nicht überboten werden kann. THE GLENN L. MARTIN COMPANY, BALTIMORE 3, MARYLAND, U.S.A.

Hinweise, die besonders die Fahrgäste der neuen Martin-Flugzeuge interessieren:

- Dreifach-Landevorrichtung, der Apparat ruht völlig horizontal am Boden.
- Breite Gänge und Türen, kein Gedränge beim Ein- und Aussteigen.
- Weite, frostsichere Fenster, grossartige Aussicht.
- Das Gepäck der Reisenden kann in besonderen Fächern bei der Eingangstür oder in Gepäcknetzen über den Sitzplätzen versteuert werden, kein Zeitverlust für die Gepäcksabgabe in den Flughäfen.
- Eingebaute Zugengrampen, schnelles Ein- und Aussteigen.
- Lichtsignal bei jedem Sitzplatz für Bedienung.
- Alle neuen Martin-Modelle sind mit den modernsten technischen Errungenschaften versehen, wie: verstellbare, für Landebremseung eingerichtete Propeller, Heizvorrichtung gegen Eisbildung, schnittiges Flügelprofil und steuerbares Bugrad.

Martin
AIRCRAFT

Builders of Dependable Aircraft Since 1909

ITALIEN

Tüchtiger Kaufmann besucht demnächst sämtliche grösseren Städte Italiens und übernimmt weitere Aufträge.
Q 448
Offerten an W. Klausner, Postfach 122, Zürich 11.

Durch die grosse Verbreitung des SHAB bei den eidgenössischen Verwaltungen, Behörden und Betrieben erreicht Ihr Inserat auch diese Kreise.

MODELDARLEHEN
zu arbeitslosen Bedingungen.
Anfragen (vor dem Ankauf) mit Rückporto an
BOMESA A.G.
BASEL, Elisabethenstr. 29

Verwenden Sie für Ihre

RAUMHEIZUNG

das gute, hartgepresste

Boulag-BRIKETT

retentionierungsfrei

Auskunft erteilt Ihnen Ihr Kohlenhändler oder die
Boulag S.A., Vevey
Telephon 5 24 82

Wir offerieren:

Calciumglycerophosphat
Hexamethylentetramin
Kaliumjodid
Lecithin
Menthol, reconst.
Wachse
Anethol purum NF
Bergamottöl
Bornyl-Acetat
Citronenöl, rein Messina
Pfefferminzöl ITALO-MITCHAM

Verlangen Sie bitte unsere detaillierte Offerte
E. A. Zurmühle & Cie., Dietikon (Zch.)
Telephon (051) 91 82 77 Z 733

Öffentliches Inventar — Rechnungsruf

(Art. 582 ff. ZGB. u. Inventardekret vom 24. Januar 1945)

Erblasser:

Emch Werner

des Friedrich sel., von Grindelwald, geboren 1892, Inhaber einer Holzhandlung, wohnhaft gewesen Schönburgstrasse 5 in Bern, verstorben am 6. November 1946.

Eingabefrist bis und mit 16. Dezember 1946:

- a) für Forderungen und Bürgschaftsansprüche beim Regierungstatthalteramt II von Bern;
- b) für Guthaben des Erblassers bei Notar Max Roth, Kasinoplatz 8 in Bern.

Die Eingaben sind schriftlich und gestempelt einzureichen. Für nicht angemeldete Forderungen haften die Erben weder persönlich noch mit der Erbschaft (Art. 590 ZGB.).

Massverwalter: Herr Werner Moler, dipl. Buchhalter, Monbijoustrasse 16 in Bern.

Bern, den 15. November 1946.

Der Beauftragte:
Max Roth, Notar.

Gutausgewiesener

Kaufmann (Chefbuchhalter und Prokurist)

15 Jahre Praxis in Bank, Handel, Industrie und Verwaltung, mit umfassenden Kenntnissen auf dem Gebiet des neuzeitlichen industriellen Rechnungswesens, erfahren im Umgang mit Personal, Verhandlungs- und Sprachgewandt (Englisch, Französisch, Spanisch, Italienisch), stellt sich einem fortschrittlichen und finanzkräftigen Unternehmen als tüchtiger und absolut selbständiger Mitarbeiter an verantwortungsvollem Posten zur Verfügung. Keine Konjunkturstelle. Eintritt ab 1. Januar 1947. Gehalt nach Ueber Einkunft. Vertrag SKV. Gefl. Anfragen erbeten an Postfach 17404, Bern-Trautk.

Gut ausgewiesener, 27-jähriger

kaufmännischer Angestellter

mit Handelsschulbildung und abgeschlossener Lehre, guten Kenntnissen der französischen, englischen und italienischen Sprache, selbständig in sämtlichen Bureauarbeiten und vertraut mit dem industriellen Rechnungswesen, sucht entwicklungsfähigen Vertrauensposten. Z 732
Offerten unter Chiffre T 19251 Z an Publicitas Zürich.

Zu kaufen gesucht:

1 gebrauchte, gut erhaltene Umformergruppe

bestehend aus:

Motor Drehstrom 380 V.
Generator für eine Leistung von zirka
2400 Amp. 70 bis 110 V.

Offerten unter Chiffre Hab 592 an
Publicitas Bern. Z 731

CONFEDERAZIONE SVIZZERA

Prestito federale 3% 1946 di Fr. 200 000 000

rimborsabile fra 12 anni

Prestito federale 3¼% 1946 di Fr. 200 000 000

rimborsabile fra 25 anni

Emissione di dicembre

PROSPETTO

Il Consiglio federale svizzero, visto il decreto federale del 4 ottobre 1945 concernente l'emissione di prestiti per l'amministrazione federale, ha deciso nella sua seduta del 29 ottobre 1946 di emettere:

1. un prestito federale 3% di Fr. 200 000 000,
2. un prestito federale 3¼% di Fr. 200 000 000.

Questi prestiti sono destinati tanto a convertire od a rimborsare i buoni di cassa federali 2½% 1941 per un importo di Fr. 270 000 000, rimborsabili al 1° dicembre 1946, come pure la rimanenza di Fr. 17 915 000 del prestito 3¼% Centrale-Svizzera del 1° giugno 1894 (dicembre) disdetto per il rimborso al 15 dicembre 1946, quanto a consolidare il debito flottante ed a procurare alla Confederazione delle disponibilità per i bisogni correnti della sua tesoreria.

L'emissione dei prestiti ha luogo sotto forma di titoli e di crediti iscritti. All'atto della sottoscrizione il sottoscrittore dovrà indicare se desidera esser titolare d'un credito iscritto; senz'indicazione precisa da parte sua egli riceverà dei titoli.

Modalità dei prestiti**A. Titoli****Prestito federale 3%**

Le obbligazioni sono al portatore ed emesse in tagli di 500, 1000 e 5000 franchi. Esse fruttano un interesse annuo del 3% e sono provviste di cedole semestrali al 1° giugno ed al 1° dicembre. La prima cedola scade il 1° giugno 1947.

Il prestito sarà rimborsato alla pari e senza preavviso il 1° dicembre 1958.

Il Consiglio federale si riserva tuttavia il diritto di rimborsare, con preavviso di 3 mesi, totalmente od in parte il prestito per il 1° dicembre 1955 oppure, in seguito, ad ogni successiva scadenza di cedole. In caso di rimborso parziale, le obbligazioni da rimborsare saranno estratte a sorte. Le estrazioni a sorte saranno pubbliche ed avranno luogo al più tardi 3 mesi prima della data del rimborso delle obbligazioni. I numeri delle obbligazioni estratte saranno pubblicati immediatamente.

Prestito federale 3¼%

Le obbligazioni sono al portatore ed emesse in tagli di 500, 1000 e 5000 franchi. Esse fruttano un interesse annuo del 3¼% e sono provviste di cedole semestrali al 1° giugno ed al 1° dicembre. La prima cedola scade il 1° giugno 1947.

Il prestito sarà rimborsato alla pari e senza preavviso il 1° dicembre 1971.

Il Consiglio federale si riserva tuttavia il diritto di rimborsare, con preavviso di 3 mesi, totalmente od in parte il prestito per il 1° dicembre 1961 oppure, in seguito, ad ogni successiva scadenza di cedole. In caso di rimborso parziale, le obbligazioni da rimborsare saranno estratte a sorte. Le estrazioni a sorte saranno pubbliche ed avranno luogo al più tardi 3 mesi prima della data del rimborso delle obbligazioni. I numeri delle obbligazioni estratte saranno pubblicati immediatamente.

Le obbligazioni dei due prestiti saranno quotate, durante tutta la durata dei prestiti, nelle borse di Basilea, Berna, Ginevra, Losanna, Neuchâtel, San Gallo e Zurigo.

Le cedole scadute ed i titoli rimborsabili dei due prestiti saranno pagati, senza spese per il portatore, agli sportelli della Banca Nazionale Svizzera ed a quelli degli istituti e delle ditte bancarie membri del Cartello di Banche Svizzere o dell'Unione delle Banche Cantionali Svizzere. A l'incasso, dalle cedole saranno dedotte le imposte federali riscosse alla fonte.

Le pubblicazioni relative al servizio dei prestiti saranno fatte nel Foglio federale, nel Foglio ufficiale svizzero di commercio ed in un quotidiano di Basilea, Berna, Ginevra, Losanna, Neuchâtel, San Gallo e Zurigo.

B. Crediti iscritti

In virtù della legge federale del 21 settembre 1939 sul Libro del debito della Confederazione, i crediti iscritti provenienti da questi prestiti rappresentano dei crediti verso la Confederazione.

Le condizioni previste per le obbligazioni dei due prestiti sono applicabili anche ai crediti iscritti, tenuto conto però delle varianti menzionate qui appresso:

1. I crediti iscritti verranno registrati nel Libro del debito della Confederazione per importi di almeno 1000 franchi e multipli.

Nel caso che il Consiglio federale volesse valersi del diritto di disdetta anticipata conformemente alla lettera A del presente prospetto, i crediti iscritti relativi ai due prestiti saranno rimborsati alla data stabilita al momento della disdetta anticipata dei prestiti. In caso di rimborso parziale dei prestiti l'aliquota d'ammortamento che verrà assegnata ai crediti iscritti sarà suddivisa fra questi in ragione dell'ammontare di ciascun credito.

2. Il pagamento degli interessi e degli importi di capitale rimborsabile avrà luogo senza spese, tuttavia previa deduzione, per ciò che concerne i primi, delle imposte federali riscosse alla fonte. Detto pagamento potrà farsi, secondo il desiderio del creditore, per mezzo di bonifico sul conto girato della Banca Nazionale Svizzera, su conti presso altre banche, su conti correnti postali, come pure mediante assegno sulla Banca Nazionale Svizzera.

3. I crediti iscritti non saranno quotati in borsa; essi saranno trasmissibili, ma non potranno essere convertiti in obbligazioni.

Berna, 13 novembre 1946.

Il Dipartimento federale delle finanze e delle dogane:

E. Nobs.

Modalità d'emissione

Il Dipartimento federale delle finanze e delle dogane si è riservato, sull'ammontare totale dei due prestiti di 400 000 000 di franchi, l'importo di 92 000 000 di franchi per l'amministrazione federale.

I gruppi di banche sottoscrittori hanno assunto il resto ammontante a 308 000 000 di franchi di cui hanno già collocato 23 874 000 franchi. Essi offrono l'ammontare rimanente di 284 126 000 franchi in sottoscrizione pubblica.

dal 14 al 22 novembre 1946, a mezzogiorno,

alle seguenti condizioni:

A. Conversione

I portatori di buoni di cassa federali 2½% 1941 e di obbligazioni del prestito 3¼% Centrale-Svizzera del 1° giugno 1894 (dicembre), come pure i titolari di crediti iscritti di questi due prestiti hanno il diritto di domandare la conversione dei loro titoli o dei loro crediti iscritti in titoli o in crediti iscritti dei prestiti federali 3% o 3¼% 1946, dicembre.

1. Il prezzo di conversione è fissato a 100%, più 0,60% tasso federale di emissione, per ciascuno dei due prestiti federali 3% e 3¼% 1946, dicembre.
2. I buoni di cassa federali 2½% 1941 da convertire, muniti delle cedole al 1° dicembre 1946, e i titoli da convertire del prestito 3¼% Centrale-Svizzera del 1° giugno 1894 (dicembre), muniti delle cedole al 15 dicembre 1946 e seguenti, dovranno essere presentati, unitamente alla domanda di conversione, ad uno dei domicili di conversione.
3. I domicili di conversione pagheranno in contanti un saldo di conversione calcolato come segue:

I. Conversione di buoni di cassa federali 2½% 1941 o di crediti iscritti dello stesso prestito in titoli o in crediti iscritti dei prestiti federali 3% o 3¼% 1946, dicembre

Fr. 12.50 = Interessi al 1° dicembre 1946, meno

Fr. 3.75 = 30% imposta sulle cedole ed imposta preventiva federale

+ 9.75 + 6.— = 0,60% tasso federale di emissione

Fr. 2.75 per 1000 franchi di capitale convertito.

- II. Conversione di obbligazioni e di crediti iscritti del prestito 3¼% Centrale-Svizzera del 1° giugno 1894 (dicembre), in

a) titoli o crediti iscritti del prestito federale 3% 1946, dicembre:

Fr. 33.63 = Interessi 3¼% dal 15 dicembre 1945 al 1° dicembre 1946

+ —.17 = differenza d'interesse di ¼% dal 1° al 15 dicembre 1946

Fr. 33.80 meno

Fr. 10.15 = 30% imposta sulle cedole ed imposta preventiva federale

+ 16.15 + 6.— = 0,60% tasso federale di emissione

Fr. 17.65 per 1000 franchi di capitale convertito;

b) titoli o crediti iscritti del prestito federale 3¼% 1946, dicembre:

Fr. 33.63 = Interessi 3¼% dal 15 dicembre 1945 al 1° dicembre 1946

+ —.09 = differenza d'interesse di ¼% dal 1° al 15 dicembre 1946

Fr. 33.72 meno

Fr. 10.12 = 30% imposta sulle cedole ed imposta preventiva federale

+ 16.12 + 6.— = 0,60% tasso federale di emissione

Fr. 17.60 per 1000 franchi di capitale convertito.

4. Coloro che desiderassero la conversione dei loro titoli in obbligazioni dei nuovi prestiti otterranno dal domicilio di conversione una ricevuta-buono di consegna che potrà essere cambiata nei titoli definitivi a contare dal 5 maggio 1947.

5. Coloro che desiderassero, invece, far iscrivere i loro crediti nel Libro del debito della Confederazione dovranno presentare al domicilio di conversione, unitamente alla domanda di conversione, una richiesta d'iscrizione destinata all'Amministrazione del Libro del debito della Confederazione (Banca Nazionale Svizzera, Berna). Quest'ultima confermerà l'iscrizione del loro credito nel Libro del debito della Confederazione non appena la registrazione sarà divenuta effettiva.

6. Se le domande di conversione dovessero superare gli importi disponibili esse sarebbero ridotte. In questo caso i titoli non ammessi alla conversione ed i relativi saldi di conversione sarebbero restituiti da una parte e dall'altra.

B. Sottoscrizione in contanti

Gli importi dei prestiti federali 3% e 3¼% 1946, dicembre, non assorbiti dalle conversioni sono offerti contemporaneamente in sottoscrizione pubblica per contanti, alle seguenti condizioni:

1. Il corso di sottoscrizione per ciascuno dei due prestiti è fissato a 100% più 0,60% tasso federale di emissione.
2. La ripartizione avrà luogo il più presto possibile, non appena chiusa la sottoscrizione; i sottoscrittori ne saranno avvertiti per lettera. Nel caso che le sottoscrizioni per contanti dovessero sorpassare gli importi disponibili esse saranno ridotte.
3. La liberazione delle somme attribuite si farà dal 28 novembre al 28 dicembre 1946 con conteggio d'interessi al 1° dicembre 1946.
4. All'atto della liberazione i sottoscrittori riceveranno, se ne faranno richiesta, un buono di consegna dal domicilio di sottoscrizione, buono che sarà cambiato nei titoli definitivi a contare dal 5 maggio 1947.

I sottoscrittori di crediti iscritti riceveranno la conferma della registrazione del loro credito da parte dell'Amministrazione del Libro del debito della Confederazione (Banca Nazionale Svizzera, Berna) tosto che avranno liberato l'importo loro assegnato e non appena la suddetta Amministrazione avrà eseguito la registrazione richiesta. L'invio della domanda di registrazione all'Amministrazione del Libro del debito della Confederazione dovrà farsi per mezzo del domicilio di sottoscrizione.

13 novembre 1946.

Cartello di banche svizzere:

Banque Cantonale de Berne
Unione di Banche Svizzere

Credito Svizzero
Società Anonima Len & Co.
Groupement des Banquiers privés Genevois

Società di Banca Svizzera
Banca Popolare Svizzera

Unione delle banche cantionali svizzere:

Banca Cantonale d'Argovia
Banca Cantonale d'Appenzello E.
Banca Cantonale d'Appenzello I.
Banca dello Stato del Cantone Ticino
Banca Cantonale di Basilea-Campagna
Banca Cantonale di Basilea

Banque de l'Etat de Fribourg
Banca Cantonale di Ginevra
Banca Cantonale del Grigioni
Banca Cantonale di Svitto
Banca Cantonale di Lucerna
Banque Cantonale Neuchâtelaise

Banca Cantonale di Nidwald
Banca Cantonale d'Obwald
Banca Cantonale di San Gallo
Banca Cantonale di Sclafusa
Banca Cantonale di Solotta
Banca Cantonale di Turgovia

Banca Cantonale d'Uri
Banque Cantonale Vaudoise
Banca Cantonale di Valais
Banca Cantonale di Zurigo
Banca Cantonale di Zug

Le domande di conversione e le sottoscrizioni in contanti sono ricevute, senza spese da tutte le sedi, succursali, agenzie ed uffici ausiliari nella Svizzera degli istituti qui sopra menzionati, da tutte le sedi, succursali ed agenzie della Banca Nazionale Svizzera, come pure da tutte le altre banche, ditte bancarie e casse di prestito della Svizzera.

Wir zeichnen
bankfähige Durchkonossemente

für die

Belgian Scantic Line

2 bis 3mal wöchentlich ab Antwerpen/Rotterdam nach

Dänemark/Schweden

Kopenhagen (weitere Häfen bei genügender Nachfrage) Malmö - Helsingborg - Göteborg

Foss Line

alle 14 Tage ab Antwerpen nach

Portugal/Spanien

Lissabon, Lissabon, Porto, Malaga, Valencia, Tarragona

Ab Basel direkter Anschluss mit unseren Motorgüterbooten - Wöchentlich 2 bis 3 Abfahrten; Reisedauer von Basel bis Seehafen 7 bis 8 Tage

Frachten und Auskünfte durch die

Schweizerische Reederei AG., Basel

Telephon 4 96 96

LUFTFRACHT-VERKEHR

SCANDINAVIAN AIRWAYS

**SCHWEIZ-SCHWEDEN**

174-18

und vice versa

Wöchentlich 2 Flüge ab Basel jeweils Dienstag und Donnerstag

Mengenrabatte - Passagierdienst

Auskunft erteilt Ihr Spediteur oder die Generalfrachtagentur

NEPTUN AG, Telephon 22636 BASELIm SHAB werden regelmässig die neuesten Patente und Marken publiziert.
Nutzen Sie diesen Umstand - inserieren Sie!**Oeffentliches Inventar**

(Art. 580 ff. ZGB.)

von Büren AdolfKaufmann, von Ennetmoos (Nidwalden), wohnhaft gewesen in Luzern,
Bundesstrasse 38. Lz 162

Eingabefrist für Gläubiger und Schuldner: bis und mit 16. Dezember 1946.

Luzern, den 16. November 1946. Teilungsamt der Stadt Luzern.

Société du gaz de la Plaine du Rhône

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires

est convoquée pour le mercredi 27 novembre 1946, à 15 heures 30, à l'Hôtel du Nord,
à AigleOrdre du jour: 1° Rapport du conseil d'administration. — 2° Rapport des contrôleurs.
— 3° Discussion et votation sur les conclusions de ces rapports. — 4° Pouvoirs au conseil
d'administration pour l'achat d'un immeuble. — 5° Revision des statuts (art. 18 ff.). —
6° Elections du conseil d'administration (art. 26). — 7° Elections des contrôleurs. —
8° Propositions individuelles. L. 430Le rapport de gestion et le rapport des contrôleurs, ainsi que le texte nouveau de
l'article statutaire à modifier, seront à la disposition des actionnaires, dès lundi le
18 novembre 1946, chez M. Marius Borloz, à Aigle, secrétaire du conseil, ou aux bureaux
de la société, avenue de Plan 32, à Vevey, qui délivre les cartes d'admission à l'assemblée.

Aigle, le 15 novembre 1946.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

J. BOBST & FILS S.A.

Prilly - Lausanne

Messieurs les actionnaires sont convoqués en

assemblée générale ordinaire

pour le jeudi 28 novembre 1946, à 11 heures 15, au siège social, route
de Renens, Prilly-Lausanne, avec l'ordre du jour suivant:

- 1° Rapport du conseil d'administration sur les comptes 1945/46; rapport des contrôleurs.
- 2° Approbation des comptes au 30 juin 1946.
- 3° Décharge au conseil d'administration.
- 4° Décision sur la répartition du bénéfice de l'exercice.
- 5° Nomination des contrôleurs.

Le bilan, le compte de profits et pertes au 30 juin 1946, le rapport
de gestion ainsi que celui des contrôleurs seront à la disposition des action-
naires à partir du 18 novembre 1946 aux guichets de l'Union de banques
suisses à Lausanne.Les cartes d'admission à l'assemblée seront délivrées, sur présentation
des titres ou sur indication de leur numéro, dès ce jour et jusqu'au 27 no-
vembre 1946, par l'Union de banques suisses à Lausanne. L. 431

Prilly-Lausanne, le 16 novembre 1946.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

**Das stumme
Verkaufsgespräch**durch Zeigen von
Kundenurteilen, Re-
ferenzen, Attesten,
Gutachten usw. in
Form von original-
getreuen Photo-
kopien ist besonders
wirksam. Eine Ko-
pie nur Fr. 1.-. Im
Abonnement bis 30
Prozent billiger.
Vorschläge durch**PHOTODRUCK
& COPIE A G**
Frau M. RentschZÜRICH
BAHNHOFSTRASSE 17
TEL. (051) 25 57 58**Beschwerden
im besten
Mannesalter?**Jeder Mann sollte sich
beizellen über Ursache
und wirksame Behand-
lung von**PROSTAT**(Vorsteihdrüsen)-Leiden
orientieren. Spezial-Be-
schne P. gratis durch
Leber, Dr. Vulliamin,
Zürich.**Montreux Hôtel
EDEN**

150 B. Das Ruhelhotel - E. Eberhard

**BLECH-
KARION-PACKUNGEN
PLAKATE**

**W. SIEGERIST
& CO.**
DOSENFABRIK
BERN

**PESOLA
Flugpost-Briefwaage**

- von 1 bis 1000 g
 - raumsparend, wird an der Wand befestigt
 - 3 Jahre Garantie
- Zahlreiche Referenzen
Fr. 28.- + WUST.

Generalvertrieb: 88-8

Smith-Corona AG., Zürich

Stampfenbachstrasse 66, Tel. 28 40 10

**Rechnungsruf und Auskündigung wegen
öffentlichen Inventars**

(Art. 582 ZGB.)

Erblasser:

Johann Ramisberger-(Treier)geboren 1880, von Wülflinswil (Aargau), gewesener Wirt
und Inhaber der Einzelfirma Johann Ramisberger,
Wirtschaftsbetrieb, verstorben am 5. November 1946,
Wohnung und ehemaliges Geschäftsdomizil: Rhein-
gasse 15, in Basel.Eingabefrist für Gläubiger und Schuldner einschliess-
lich der Bürgschaftsgläubiger spätestens bis 16. Dezember
1946 bei Gefahr des Ausschlusses der Gläubiger gemäss
Art. 580. ZGB. Q 449

Basel, den 16. November 1946.

Erblasseramt Basel-Stadt.

Oeffentliches Inventar — RechnungsrufAuf des Gesuch des Theodor Wenger, Uhrmacher, in
Weinfelden, hat der Präsident des Bezirksgerichtes Weinfelden die Errichtung des öffentlichen Inventars über den
Nachlass des verstorbenen**Carl Wenger**Uhrmacher, geboren 3. Mai 1887, von Wetzikon (Thurgau),
wohnhaft gewesen in Weinfelden, mit Schlussnahme vom
14. November 1946 bewilligt. Demzufolge werden die-
jenigen, welche gegenüber der Erbschaft aus irgend-
welchem Titel eine Rechtsansprüche geltend zu machen
haben, aufgefordert, diese Rechte auf gestempelter
Papier spezifiziert und unter Beilage sämtlicher Belege
bis spätestens den 22. Dezember 1946 beim Notar des
Kreises Weinfelden in Weinfelden anzumelden — unter
Vermeldung der Folgen des Art. 580 ZGB.Zugleich werden die Schuldner des Verstorbenen auf-
gefordert, bei Vermeldung einer Ordnungsbusse von
5 bis 50 Fr., ihre Verbindlichkeiten bis zu oben genannten
Zeitpunkte beim nämlichen Notariate anzumelden.Personen, welche Sechen des Verstorbenen in Ver-
wehung haben, sind gehalten, hiervon dem Notariate
innert gleicher Frist Mitteilung zu machen. W 56

Weinfelden, den 14. November 1946.

Im Auftrage des Bezirksgerichtspräsidenten,
der Notar des Kreises Weinfelden.**Schweizerische Treuhandgesellschaft****BASEL ZÜRICH Genf Lausanne**

St.-Albananlage 1 Bahnhofstrasse 66 Rue du Mont-Blanc 8 Grand-Chêne 1